

Sénat de Belgique

Session ordinaire 1999-2000



2-52

Séances plénières
Mercredi 7 juin 2000

Séance de l'après-midi

Annales

Belgische Senaat

Gewone Zitting 1999-2000

Handelingen

Plenaire vergaderingen
Woensdag 7 juni 2000

Namiddagvergadering

2-52

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations - Afkortingen

AGALEV	Anders Gaan Leven
CVP	Christelijke Volkspartij
ECOLO	Écologistes
PRL-FDF-MCC	Parti Réformateur Libéral – Front Démocratique des Francophones – Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	Parti Socialiste
PSC	Parti Social Chrétien
SP	Socialistische Partij
VL. BLOK	Vlaams Blok
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU-ID	Volksunie-ID21

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Proposition de résolution sur la Conférence intergouvernementale de 2000 (Doc. 2-451)	4
Discussion.....	4
Excusés	27

Inhoudsopgave

Voorstel van resolutie over de Intergouvernementele Conferentie van 2000 (Stuk 2-451)	4
Bespreking.....	4
Berichten van verhindering	27

Présidence de M. Guy Moens

(La séance est ouverte à 14 h 20.)

Proposition de résolution sur la Conférence intergouvernementale de 2000 (Doc. 2-451)

Discussion

Mme Marie-José Laloy (PS), corapporteuse. – La séance plénière de cet après-midi a un aspect un peu particulier. En effet, ma collègue, Mme Moerman, se trouve avec nous sur les bancs du Sénat, alors qu'elle siège à la Chambre des Représentants. Et si notre collègue Anne Van Lancker, députée européenne, avait pu se trouver parmi nous, la composition de notre assemblée aurait étonné davantage.

La présence de trois parlementaires de trois assemblées différentes, et qui plus est trois femmes, comme le Président de la Chambre s'est plu à le faire remarquer hier devant la presse, est évidemment un événement plus que symbolique et tout à fait exceptionnel.

D'abord, le Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes est un organe parlementaire triplement collégial, avec ses députés européens, ses sénateurs et ses membres de la Chambre des Représentants. Ensuite, il y a aussi le dossier exceptionnel dont notre comité s'est saisi et sur lequel il a déjà beaucoup planché. Je veux parler de la Conférence intergouvernementale, dont l'issue sera déterminante pour l'avenir des institutions européennes, et donc, surtout, pour l'avenir de tous les citoyens européens, ceux qui le sont déjà et ceux qui le deviendront.

La Conférence intergouvernementale doit façonner le paysage de l'Union européenne élargie, mais elle ne peut se limiter aux seules questions purement institutionnelles. Elle doit également assurer sa légitimité auprès de tous ceux qui vivent et vivront dans son espace.

Dès lors, il est apparu aux membres du Comité d'avis qu'une procédure originale, adaptée au caractère exceptionnel de l'enjeu, devait permettre d'envoyer un signal clair pour baliser les travaux de cette conférence. Il s'agit aussi pour les élus, fédéraux ou européens, de relayer les aspirations citoyennes et d'affirmer, une fois de plus, que l'Europe n'est pas seulement l'affaire des gouvernements et des acteurs privés comme certaines multinationales.

C'est ainsi qu'est apparue l'idée d'adopter une résolution commune à nos deux assemblées fédérales, avec le concours de nos collègues européens.

Après le dépôt de notre rapport intérimaire du mois de mars, nous avons entendu notre ministre Louis Michel ainsi que Michel Barnier, le commissaire européen responsable de la CIG. Mais les négociations de la CIG ont, en fait, peu progressé jusqu'à présent. La résolution a pour objectif d'adresser un message succinct et clair à notre gouvernement dans la perspective du prochain conseil européen de Feira, qui se tiendra les 19 et 20 juin prochains.

Une résolution plus détaillée sera alors discutée dans la phase préparatoire du Conseil européen prévu à Nice au mois de décembre, au cours duquel la CIG sera normalement clôturée

Voorzitter: de heer Guy Moens

(De vergadering wordt geopend om 14.20 uur.)

Voorstel van resolutie over de Intergouvernementele Conferentie van 2000 (Stuk 2-451)

Bespreking

Mevrouw Marie-José Laloy (PS), corapporteur. – *De vergadering van vannamiddag heeft een bijzonder karakter. Mijn collega, mevrouw Moerman, lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, is hier in de Senaat aanwezig en als ze niet verhinderd was, zou ook mevrouw Van Lancker, lid van het Europees Parlement, hier vandaag onder ons zijn.*

De aanwezigheid van drie parlementsleden die deel uitmaken van verschillende assemblees, allemaal vrouwen, zoals de Kamervoorzitter gisteren opmerkte, is uiteraard een symbolisch en uitzonderlijk feit.

Het Federaal Adviescomité voor Europese aangelegenheden is een driedelig collegiaal orgaan samengesteld uit Europese parlementsleden, senatoren en volksvertegenwoordigers. Dit comité heeft zich bovendien over een uitzonderlijk dossier gebogen, namelijk de Intergouvernementele Conferentie, die bepalend zal zijn voor de toekomst van de Europese instellingen en dus ook voor die van alle huidige en toekomstige Europese burgers.

De Intergouvernementele Conferentie moet vorm geven aan de uitgebreide Europese Unie, maar mag zich niet uitsluitend bezighouden met louter institutionele aangelegenheden. Ze moet ook aandacht besteden aan de legitimering van de Unie ten opzichte van alle Europese burgers.

Daarom vonden de leden van het Adviescomité dat het raadzaam was via een originele procedure een duidelijk signaal uit te sturen over de verwachtingen van de burgers en eens te meer te stellen dat Europa niet alleen de zaak is van regeringen en grote multinationals.

Zo rees de idee van een gezamenlijke resolutie van de beide federale assemblees met de steun van onze Europese collega's.

Na de indiening van ons interim-verslag hoorden wij minister Louis Michel en Europees commissaris Michel Barnier, bevoegd voor de IGC. De IGC-onderhandelingen zijn nog maar weinig opgeschoten. Daarom zenden wij deze korte maar krachtige boodschap aan de regering tegen de volgende Europese Raad van Feira op 19 en 20 juni. In de aanloop naar de Europese Raad van Nice in december zal een meer gedetailleerde resolutie worden voorbereid.

De basisidee van de resolutie is dat, als men met de IGC een efficiëntere, meer transparante en dus meer democratische Unie nastreeft, men zich niet mag beperken tot de left-overs van Amsterdam.

De resolutie gaat ervan uit dat de aan de gang zijnde Intergouvernementele Conferentie voor de Europese Unie de laatste institutionele onderhandeling is vooraleer de uitbreiding wordt aangevat en dat die hervormingen onlosmakelijk verband houden met die uitbreiding. Die onderhandelingen zijn van cruciaal belang aangezien ze de

par un nouveau traité.

Sur le fond, la résolution est sous-tendue par une idée majeure, à savoir qu'il ne faut pas s'en tenir aux seuls « reliquats » ou « left-overs » d'Amsterdam si l'on veut que la CIG débouche sur une Union européenne plus efficace, plus transparente et donc plus démocratique.

J'en viens maintenant au contenu de notre texte, qui affirme que la Conférence intergouvernementale actuellement en cours constitue, pour l'Union européenne, les dernières négociations institutionnelles avant l'élargissement et que la question de ces réformes institutionnelles est indissolublement liée à cette problématique de l'élargissement.

Ces négociations sont d'une importance vraiment fondamentale, étant donné qu'elles doivent préserver la capacité fonctionnelle de l'Union et rendre son système de décision plus démocratique et plus efficace pour permettre une transition réussie vers un partenariat de potentiellement 28 pays. Cet objectif ne peut être réalisé que dans une Union dotée de caractéristiques fédérales et qui garantit, en outre, les droits fondamentaux de ses citoyens.

Eu égard à la diversification croissante de l'Union européenne, il convient également d'assouplir les possibilités de coopération renforcée. Il s'agit là d'un point particulier puisque cette possibilité de souplesse dans la coordination des politiques est devenue une sorte de « marque de fabrique » de notre pays qui en est un défenseur affirmé au nom du pragmatisme.

Il faut aussi renforcer le fonctionnement démocratique des institutions européennes, notamment en généralisant la décision majoritaire et la codécision au niveau du Parlement européen. Le comité d'avis a également estimé que la structure en piliers est condamnée à terme, et qu'une partie des traités doit faire l'objet d'une constitutionnalisation.

Dès lors, nous demandons au gouvernement de faire étendre l'ordre du jour de la CIG à une série de points qui comprennent, notamment, la scission des traités actuels en une partie comprenant les dispositions à caractère constitutionnel et une partie contenant des dispositions pour lesquelles les procédures de révision seraient assouplies.

La procédure de codécision, associée à des décisions majoritaires au sein du Conseil des ministres, devrait devenir la règle ; l'unanimité devrait se limiter aux dispositions à caractère constitutionnel.

La personnalité juridique devrait être enlevée à la CECA et à la CE pour ne plus être le fait que de l'Union européenne, de manière que celle-ci puisse devenir partie contractante à des accords internationaux, tels la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte sociale européenne.

Une charte des droits fondamentaux doit, par ailleurs, être insérée dans les traités juridiquement contraignants et contenir les droits civils et politiques ainsi que les droits économiques et sociaux.

Les possibilités de coopération renforcée doivent être étendues, comme je l'ai expliqué plus haut.

Le Traité Euratom doit être remplacé par un nouveau titre sur

Unie moeten stroomlijnen om met succes naar een partnerschap van potentieel 28 landen te gaan. Dit kan alleen in een Unie met federale karakteristieken die tevens de grondrechten van haar burgers waarborgt.

Gezien de toenemende verscheidenheid moeten ook de mogelijkheden voor een versterkte samenwerking tussen enkele lidstaten versoepeld worden. Dit specifieke punt is als het ware een handelsmerk van ons land geworden, dat dit dan uit pragmatische overwegingen ook met overtuiging verdedigt.

Ook de democratische component van de Europese instellingen moet worden versterkt, in de eerste plaats door de veralgemening van de besluitvorming bij meerderheid en de medebeslissing van het Europees Parlement en in de tweede plaats door de opheffing van de pijlerstructuur en de constitutionalisering van een deel van de verdragen.

Daarom vragen wij aan de regering zich actief in te zetten voor een uitgebreide IGC-agenda. Daarin moet onder meer de opdeling van de huidige verdragen worden opgenomen in een deel met constitutioneel karakter en een deel waarvoor soepelere wijzigingsprocedures zouden gelden.

De medebeslissingsprocedure, gekoppeld aan meederheidsbeslissingen in de Raad van ministers, moet de regel worden en de eenparigheid moet beperkt worden tot bepalingen van constitutionele aard. Aan de Unie moet rechtspersoonlijkheid worden toegekend zodat ze kan optreden als verdragsluitende partij bij internationale verdragen, zoals het EVRM en het Europees Sociaal Handvest.

Een charter van fundamentele rechten moet in de verdragen worden opgenomen, de mogelijkheid tot versterkte samenwerking tussen een aantal lidstaten moet, zoals gezegd, uitgebreid worden en het Euratomverdrag moet vervangen worden door een hoofdstuk over duurzame energie in de Unie.

Sommige bepalingen moeten worden herzien opdat sancties kunnen worden opgelegd ten aanzien van een lidstaat die de fundamentele waarden van de Europese Unie niet in acht neemt.

Wij vragen ook dat de regering in het kader van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid de oprichting van een niet-militaire eenheid voor de preventie en beheersing van conflicten ondersteunt. Bijzondere aandacht moet ook gaan naar de institutionele gevolgen van de opdrachten van Petersberg. Het gemeenschappelijk buitenlands beleid blijft prioritair.

Voor wat de reeds op de agenda geplaatste hervormingen betreft, zijn wij van mening dat voor meerderheidsbeslissingen het principe van de dubbele meerderheid moet gelden met een meerderheid van lidstaten gekoppeld aan een meerderheid van de bevolking van de Unie. In de Europese Commissie moet elke lidstaat op dezelfde wijze, op voet van gelijkheid, vertegenwoordigd zijn. Voor de zetelverdeling in het Europees Parlement moet een evenwicht worden gezocht tussen proportionele en gewaarborgde minimumvertegenwoordiging.

Elke uitbreiding zonder grondige hervorming van de instellingen is niet alleen tot mislukken gedoemd, maar zet

la politique d'énergie durable dans l'Union.

Certaines dispositions des traités doivent être revues également de manière à permettre de prendre des sanctions qui pourraient aller jusqu'à l'exclusion d'un État membre qui ne respecterait pas les valeurs fondamentales de l'Union européenne.

Nous demandons aussi au gouvernement, dans le cadre du développement ultérieur de la politique commune étrangère de défense et de sécurité, de soutenir la mise en place d'une capacité non militaire de prévention et de gestion des conflits. Il faut également accorder une attention toute particulière aux conséquences institutionnelles qui résultent des initiatives annoncées dans le cadre des missions de Petersberg. Cette option ne doit pas conduire à entraver davantage le contrôle démocratique de la politique extérieure. La mise en place d'une politique étrangère commune reste une priorité.

Nous estimons, en ce qui concerne les réformes déjà mises à l'ordre du jour, que pour les décisions à la majorité, il y a lieu d'appliquer le principe de la double majorité, à savoir une majorité au niveau des États membres, assortie d'une majorité au sein de la population de l'Union. En outre, à la Commission européenne, chaque État membre doit être représenté de la même manière, sur un pied d'égalité. De même, au sein du Parlement européen, la répartition des sièges doit se faire en recherchant un équilibre entre la représentation proportionnelle et la garantie d'une représentation minimale.

En fait, tout élargissement qui ne s'accompagnerait pas d'une réforme fondamentale des institutions serait non seulement voué à l'échec, mais compromettrait également l'existence même de l'Union européenne.

Enfin, nous ne nous adressons pas seulement au gouvernement belge, puisque nous invitons toutes les organisations de la société civile à s'impliquer dans le débat et que nous nous engageons à les y associer.

Il s'agit pour nous d'une démarche importante car elle doit contribuer à construire la démocratie, la participation et la transparence dans une Europe vraiment citoyenne.

Mme Fientje Moerman, membre de la Chambre des représentants, corapporteuse. – *Madame Laloy a suffisamment présenté le contenu de la résolution. Je me contenterai donc de mettre quelques accents politiques.*

L'actuelle Conférence intergouvernementale est capitale. Il s'agit de la dernière conférence avant l'élargissement à de nombreux pays d'Europe centrale et orientale. Si nous ne parvenons pas à doter au préalable l'Union d'institutions et de mécanismes de décision lui permettant de fonctionner efficacement à cette échelle, c'est la survie même de l'Union qui sera compromise. Ce vœu a d'ailleurs été formulé par les candidats à l'adhésion la semaine dernière, lors de la réunion des parlementaires nationaux à Lisbonne.

Je voudrais souligner deux éléments importants concernant cette structure. On risque d'être pris par le temps au sommet de Nice, à la fin de cette année, et de négliger le contenu de la réforme. Il est essentiel que les décisions à la majorité deviennent la règle et que l'unanimité reste limitée aux décisions de nature (quasi) constitutionnelle. La règle de l'unanimité risque en effet de paralyser le fonctionnement de

ook het voortbestaan van de Europese Unie zelf op de helling.

Wij richten ons niet alleen tot de regering, maar doen een oproep tot alle organisaties uit het maatschappelijke middenveld om actief aan dit debat deel te nemen en wij nemen ons voor hen hierin actief te betrekken. Wij vinden democratie, participatie en transparantie in het Europa van de burgers zeer belangrijk.

Mevrouw Fientje Moerman, lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, corapporteur. – Ik dank u dat ik vandaag in mijn hoedanigheid van co-rapporteur over deze resolutie over de IGC als Kamerlid het woord mag nemen. Mevrouw Laloy heeft genoegzaam de inhoud van deze resolutie uiteengezet. Ik zal daar niet op terug komen, maar alleen enkele politieke accenten leggen.

Er zijn reeds een aantal Intergouvernementele Conferenties geweest zodat een zekere banalisering optreedt. De huidige is van essentieel belang. Het is wellicht niet de laatste in de geschiedenis maar dan toch de laatste voor de uitbreiding met een hele reeks lidstaten uit Oost- en Centraal-Europa. Indien we er niet in slagen om de Unie tegen dan uit te rusten met instellingen en besluitvormingsmechanismen die geschikt zijn om op die schaal te opereren, dan zetten we het voortbestaan van de Unie op de helling en bewijzen we die nieuwe kandidaat-lidstaten een slechte dienst. Vorige week was er een vergadering van nationale parlementsleden in Lissabon, en daar is duidelijk ook vanuit de nieuwe kandidaat-lidstaten de wens naar voor gekomen om tijdens de IGC de Unie te

l'Union élargie. Je voudrais donc demander au gouvernement de défendre ce principe.

Un second point concerne la composition de la Commission européenne. Selon la déclaration gouvernementale, la Belgique prône le principe d'un commissaire par État membre. La Commission européenne propose, quant à elle, de limiter la taille de la Commission et d'instaurer une rotation entre les États membres dans un souci de parfaite égalité. Je suis convaincue que cette proposition traduit une attitude beaucoup plus européenne que le principe d'un commissaire par État membre, dès lors que l'essence du fonctionnement de la Commission est son caractère collégial. Si le nombre de commissaires est le même que celui des États membres, il faut nécessairement établir une sorte de hiérarchie entre les commissaires et chaque commissaire risque d'être considéré comme le porte-parole de son pays, ce qui va à l'encontre du traité. Le système de la rotation permet, au contraire, de mieux respecter le principe de la confiance dans les autres, indépendamment de la nationalité. Nous invitons donc le gouvernement à prendre cette proposition en compte.

Pour conclure, j'ajouterai qu'il est regrettable qu'un thème aussi important ne fasse toujours pas l'objet d'un débat public en Belgique, contrairement à d'autres pays. Nous espérons que cette résolution y contribuera.

stroomlijnen met het oog op een efficiënte besluitvorming.

Ik wil ingaan op twee essentiële elementen aangaande die structuur. Het gevaar dreigt dat in Nice, waar op het einde van het jaar de Top plaatsheeft, de tijdslimiet om tot een akkoord te komen het zal halen op de inhoud van de hervorming. Dat zou een al te spijtige zaak zijn. Het is essentieel dat men het beginsel poneert dat meerderheidsbeslissingen de regel moeten uitmaken en dat de unanimiteit beperkt blijft tot beslissingen van constitutionele of quasi-constitutionele aard. Wanneer men, zoals nu, op een aantal terreinen die essentieel zijn voor de werking van de Unie en van de interne markt, de unanimiteit handhaaft, zoals op sociaal gebied en inzake milieu en fiscaliteit, dan zullen we het niet veel verder schoppen eens we de kaap van twintig lidstaten overschrijden. Ik wil de regering dan ook vragen om te trachten dat principe van meerderheidsbeslissingen uit de brand te slepen. Er bestaat nu geen enkel artikel waarover geen voorbehoud bestaat van één of andere lidstaat, maar het moet mogelijk zijn, uitgaande van de consensus van enkele landen, toch een dynamiek op gang te brengen waarbij dat principe wordt geponoord.

Een tweede punt betreft de samenstelling van de Europese Commissie. In de regeringsverklaring staat dat België vasthoudt aan het principe van één commissaris per lidstaat. Dat is vanuit een onderhandelingspositie bekeken een heel verstandige stellingname. In het verleden gingen immers stemmen op, vooral van de grotere lidstaten, om de grootte van de Commissie in te perken en een rotatie in te stellen op de kap van de kleinere lidstaten. Dat is natuurlijk onaanvaardbaar. Maar nu ligt er een voorstel van de Europese Commissie ter tafel waarin wel een beperking aan de grootte van de Commissie wordt voorgesteld, maar waarbij een rotatie tussen lidstaten wordt voorzien op volledig gelijke basis en waarbij elke lidstaat vijf mandaten op de zeven van de Commissie een commissaris zou hebben. Wij zijn ervan overtuigd dat dit een veel meer Europese opstelling is dan het vasthouden aan het principe van één commissaris per lidstaat, omdat de essentie van de werking van de Commissie haar collegiaal karakter is. Dat gaat verloren als men komt tot een Commissie met een aantal commissarissen dat gelijk is aan het aantal lidstaten, waarbij men noodzakelijk zal moeten overgaan tot een meer presidentieel regime en een soort hiërarchie tussen de commissarissen. Bovendien dreigt het gevaar dat, wanneer elke lidstaat een commissaris heeft, de neiging bestaat die vlugger als een exponent van het eigen land te beschouwen. In het verdrag staat expliciet dat de leden van de Commissie en de Commissie als instelling de hoeders van het algemene Europese belang zijn en is het hen verboden instructies van gelijk welke regering te aanvaarden. In een systeem van rotatie zal men veel vlugger het beginsel van vertrouwen in de anderen, los van de nationaliteit, moeten eerbiedigen. Wij pleiten ervoor dat de regering ook dit op tafel gooit en, weliswaar op voet van een strikte gelijkheid, aandacht besteed aan het voorstel van rotatie met een meer beperkte Commissie.

Ik besluit dat het spijtig is dat in België het debat over deze zo levensbelangrijke zaak niet op gang komt. In Duistland heeft de minister van Buitenlandse Zaken zelf stelling genomen in het debat. Daar speelt zich een debat in de publieke opinie af. In Frankrijk, Portugal en Italië gebeurt hetzelfde. Bij ons blijft het windstil. Wij hopen met deze resolutie en bijdrage van het

(M. Jean-Marie Happart, vice-président, prend place au fauteuil présidentiel.)

M. André Geens (VLD). – *La Conférence intergouvernementale, qui doit normalement aboutir à un nouveau traité d'ici la fin de l'année, est une étape décisive de l'intégration européenne. Le rêve des États-Unis d'Europe est un peu plus à portée de main. Nous ne sommes toutefois pas naïfs au point de prendre les rêves pour la réalité. S'il n'est pas suffisamment préparé, l'élargissement de l'Union pourrait bien constituer un recul plutôt qu'un progrès.*

Trois dangers existent. Le premier est que la poursuite de l'intégration européenne soit totalement paralysée par l'élargissement. La règle de l'unanimité peut difficilement être maintenue pour tous les domaines où elle s'applique aujourd'hui. C'est donc à juste titre que la résolution demande que la codécision du Parlement, doublée d'une décision à la majorité au Conseil des ministres, devienne la règle, sauf pour certaines dispositions constitutionnelles. Nous devons en outre nous prononcer résolument en faveur d'une coopération renforcée entre de plus en plus d'États membres et dans des domaines de plus en plus nombreux. Une intégration à plusieurs vitesses doit être possible. C'est la meilleure façon de progresser.

Le groupe VLD est en tout cas convaincu que nous devons tout mettre en œuvre pour approfondir l'Union européenne et éviter que l'élargissement ait des conséquences fâcheuses. Nous ne devons pas prendre le risque d'accueillir nos voisins orientaux au sein de l'Union sans conclure au préalable un accord clair sur les fondements et garantir ceux-ci suffisamment.

Le deuxième danger est celui d'une distance croissante entre le citoyen et l'Union européenne. Je regrette également l'absence de débat public sur la réforme des institutions européennes dans notre pays.

Que se passera-t-il quand l'Union comptera 28 membres ou plus ? Sera-t-elle une superstructure éloignée des préoccupations des citoyens ? Nous apprécions donc particulièrement que la résolution veuille mettre davantage en évidence la notion de citoyen individuel. Ceci peut prendre la forme d'une charte des droits fondamentaux inscrite dans les traités et juridiquement contraignante. L'élargissement du contrôle démocratique vis-à-vis des organes et institutions tels qu'Europol et la Banque centrale européenne, et le renforcement du pouvoir de codécision du Parlement permettent également de répondre à cette aspiration. Les traités peuvent par ailleurs prévoir des sanctions graduelles en cas de non-respect des valeurs fondamentales de l'Union. Ceci offre une meilleure garantie.

Enfin, la résolution appelle, à juste titre, le monde associatif à faire entendre sa voix dans le débat. L'absence de débat pourrait dénoter une certaine indifférence et c'est là que réside le troisième danger.

Le VLD ne peut manquer de souligner l'aspect extrêmement important que constitue l'harmonisation fiscale. Par prudence, la résolution néglige un peu cet aspect. Il est toutefois utile d'y réfléchir. Une Union économique et monétaire sans harmonisation fiscale ne peut que causer des

parlement het publieke debat op gang te kunnen brengen.

(Voorzitter: de heer Jean-Marie Happart, ondervoorzitter.)

De heer André Geens (VLD). – Ik dank de rapporteurs voor hun interessante uiteenzetting en voor de punten die ze hebben aangebracht. We zijn er ons allen van bewust dat de Intergouvernementele Conferentie, die normaal gezien eind dit jaar moet leiden tot een nieuw verdrag, een beslissende stap is in de verdere Europese integratie. Binnen afzienbare tijd kan de Europese Unie bijna alle landen omvatten die de cultuur van het oude continent mede vorm hebben gegeven. De droom van de Verenigde Staten van Europa komt hierdoor dichterbij. Wij zijn echter niet zo naïef om dromen voor werkelijkheid te nemen. De uitbreiding van de Unie kan eerder een stap achteruit dan vooruit betekenen, als ze er niet voldoende is op voorbereid.

Er bestaan drie gevaren waarop ook de vorige sprekers hebben gewezen. Het eerste gevaar is dat de vooruitgang van de Europese eenmaking volledig wordt verlamd door de uitbreiding. De unanimité-regel kan moeilijk behouden worden voor alle domeinen waarvoor hij nu geldt. De resolutie vraagt dan ook terecht dat de medebeslissing van het Parlement met een meerderheidsbeslissing in de Raad van ministers, de norm wordt, uiteraard met uitzondering voor de constitutionele bepalingen. Daarnaast moeten we ons resoluut uitspreken voor een versterkte samenwerking. Er moeten verschillende snelheden van integratie mogelijk zijn. Dit gaat niet in tegen de integratiegedachte, integendeel, het is de beste manier om vooruitgang te boeken. Zo laat Europa zich niet ophouden door lidstaten die op bepaalde domeinen een te grote achterstand hebben of een verdere samenwerking willen uitstellen. Schengen heeft ons getoond hoe het principe van een meersporenbeleid kan werken, als er maar voor wordt gezorgd dat eerdere verworvenheden niet worden teruggeschroefd. De bedoeling moet blijven dat steeds meer lidstaten een versterkte samenwerking op alle gebieden nastreven.

De VLD-fractie is er in ieder geval van overtuigd dat we al het mogelijke moeten doen om de Unie te verdiepen en om te beletten dat een uitbreiding pijnlijke gevolgen heeft. We mogen het gevaar niet lopen onze oostelijke burens in de Unie op te nemen, zonder dat er vooraf een duidelijk akkoord is over de fundamentele en zonder dat die fundamentele voldoende worden verankerd.

Het tweede gevaar is dat van de toenemende vervreemding van de burger tegenover de Europese Unie. Ik sluit mij aan bij mevrouw Moerman die deed opmerken dat het debat zo weinig wordt gevoerd op het publieke forum. Tot nog toe zijn de anti-Europese stemmen in ons land betrekkelijk stil gebleven, zoals trouwens ook de pro-Europese stemmen. In andere lidstaten is dat niet het geval.

Wat zal er gebeuren wanneer straks de Europese Unie 28 of meer leden telt? Het is niet denkbeeldig dat ze na verloop van tijd als een vreemde superstructuur zal worden beschouwd waar over allerhande zaken wordt beslist, terwijl de rechten van de Europese burger over het hoofd worden gezien. Wij waarderen het dan ook ten eerste dat de voorliggende resolutie de notie van de individuele burger sterker wil benadrukken. Dat kan door een charter van fundamentele

difficultés.

Certaines dispositions de la résolution divergent du point de vue formulé par le gouvernement belge à la Conférence intergouvernementale. Il n'est jamais mauvais d'engager un débat.

La composition de la Commission proposée dans la résolution, qui traite tous les États membres sur un pied d'égalité, nous paraît être une option excellente. D'une part, elle permet d'éviter que notre pays doive se contenter d'un rôle trop modeste au sein de la Commission. D'autre part, elle ouvre la perspective d'une limitation du nombre de commissaires et d'une rotation.

Le principe de la double majorité simple au Conseil des ministres est également à défendre. Il facilite le processus d'intégration.

En ce qui concerne la suppression de la structure en piliers, certains États membres ont du mal à accepter cette idée qui évoque beaucoup plus un véritable État européen. Nous devons en être conscients.

Nous devons oser adopter un point de vue tranché dans l'espoir d'engranger des résultats notables.

Nous sommes persuadés que la présente résolution permet de concilier au mieux les intérêts de notre pays et ceux des partenaires européens. Nous soutiendrons donc la résolution et invitons les autres groupes à faire de même.

Mme Erika Thijs (CVP). – *Si le débat portant sur la Conférence intergouvernementale était aussi animé que celui relatif à l'Euro 2000, la Belgique toute entière connaîtrait*

rechten dat juridisch afdwingbaar is in de verdragen op te nemen, zoals in de resolutie aan de regering wordt gevraagd. Ook de uitbreiding van de democratische controle op de organen en de instellingen zoals Europol en de Europese Centrale Bank en de uitbreiding van de medebeslissing van het parlement, komen hieraan tegemoet. In de verdragen kunnen graduele sancties worden ingeschreven bij niet-naleving van de fundamentele waarden van de Europese Unie. Dit biedt een betere garantie.

Tenslotte bevat de resolutie terecht een oproep aan de organisaties uit het middenveld om zich in het debat te laten horen. Het ontbreken van enige discussie zou wijzen op onverschilligheid en daarin schuilt het derde en grootste gevaar.

De VLD kan niet nalaten te wijzen op het uitermate belangrijke aspect van de fiscale harmonisatie. Het is duidelijk dat de resolutie uit voorzichtigheid dit thema nog even terzijde laat. Het is echter nuttig ons daarover nu reeds te bezinnen, klare standpunten in te nemen, na te gaan binnen welke grenzen er nog verschillen kunnen blijven bestaan. Een Economische en Monetaire Unie zonder fiscale harmonisatie zal uiteindelijk tot grote moeilijkheden leiden.

Het zal niemand ontgaan zijn dat enkele bepalingen van de resolutie afwijken van het standpunt van de Belgische regering op de Intergouvernementele Conferentie. Ik herhaal dat het nooit kwaad kan een debat aan te gaan. Heel wat mogelijkheden kunnen onder de loep worden genomen. De in de resolutie voorgestelde samenstelling van de Commissie, waarbij elke lidstaat op voet van gelijkheid moet worden behandeld, lijkt ons een uitstekende optie. Enerzijds wordt zo vermeden dat ons land zich in de Commissie met een al te kleine rol tevreden moet stellen. Anderzijds laat de formulering de mogelijkheid open het aantal commissarissen te beperken en een rotatiesysteem in te voeren. Verder is het principe van de dubbele enkelvoudige meerderheid in de Raad van ministers ook een te verdedigen keuze. Deze keuze laat verdere vooruitgang in het integratieproces toe en maakt het gemakkelijker. Hier primeert de groepsgedachte boven het nationale gedachtegoed. Wat het opheffen van de pijlerstructuur betreft, moeten we ons ervan bewust zijn dat dit voor bepaalde lidstaten moeilijk te aanvaarden zal zijn. Het is een politiek psychologisch pijnpunt omdat die keuze veel meer aanleunt bij een werkelijke Europese staat.

Wij moeten een geprononceerd standpunt durven innemen. Aan onderhandelingen deelnemen met een standpunt dat zelf een compromis is, lijkt me niet de beste manier om veel te bereiken.

We zijn ervan overtuigd dat de voorliggende resolutie de belangen zowel van ons land als van de Europese partners zo goed mogelijk weet te verzoenen. We zijn dan ook zinnens de resolutie te steunen en roepen de andere facties op om hetzelfde te doen.

Hopelijk kan de Intergouvernementele Conferentie leiden tot een sterkere, meer transparante en efficiëntere Europese Unie, die nieuwe leden zonder angst kan opnemen en de welvaart voor de toekomst kan verzekeren.

Mevrouw Erika Thijs (CVP). – Moest het debat over de Intergouvernementele Conferentie op dezelfde wijze geanimeerd kunnen worden als het debat over Euro 2000, dan

l'importance de la CIG. J'ai même l'impression que le Parlement n'a pas suffisamment conscience que cette CIG constitue la dernière chance de préparer les institutions de l'Union européenne au prochain élargissement.

La CIG devra également se pencher sur l'implication du citoyen européen et l'impact de l'Union dans les forums mondiaux de la politique et de l'économie. Avec mon parti, je me demande pourquoi le gouvernement belge ne pourrait pas, avec d'autres pays, adopter une attitude plus offensive.

L'élargissement de l'Union européenne est inéluctable, mais des réformes doivent garantir l'efficacité des institutions et renforcer certains pays.

J'aimerais m'attarder sur quelques points. L'unification est un processus progressif qui doit renforcer l'efficacité des organes de l'Union européenne. C'est encore plus vrai pour la Commission. Il faut pouvoir discuter de la possibilité d'avoir un nombre de commissaires moins élevé que le nombre d'États membres.

J'en viens à la résolution du parlement. Mme Moerman a indiqué que tous les États membres devaient être traités sur un pied d'égalité. On ne peut accepter de conserver un commissaire par État membre que si l'on renforce la Commission et la position de son président. La résolution nous paraît ouverte à une modification de la composition de la Commission.

Le CVP veut aller aussi loin que possible dans l'application de la majorité qualifiée, mais tient à conserver la règle de l'unanimité pour le régime linguistique, les affaires culturelles et le nombre de sièges.

Il convient aussi d'assouplir les procédures relatives à la coopération renforcée. La CIG devrait accorder une plus grande attention au déficit démocratique.

Le gouvernement doit faire du droit de codécision du Parlement une priorité. Le gouvernement belge pourrait jouer un rôle plus critique en vue de combler le déficit démocratique, notamment en matière d'immigration, de politique d'asile ou de coopération judiciaire et policière. Il pourrait mieux informer le citoyen sur tous les aspects de l'Union, par exemple au moyen d'Internet.

L'excellent rapport Dehaene soulignait l'importance de simplifier le fonctionnement des institutions européennes, afin de le rendre plus transparent pour le citoyen.

En ce qui concerne l'article 7 du Traité d'Amsterdam, le CVP partage le souhait du gouvernement de créer des mécanismes permettant d'intervenir précocement en cas de crise. Nous insistons en outre pour que le nouveau traité comprenne les réformes en matière de politique de sécurité et de défense ainsi que la charte des droits fondamentaux.

Les négociations actuellement en cours au sein de la CIG sont indispensables mais ne peuvent se limiter à des discussions techniques uniquement compréhensibles par les diplomates et les spécialistes. Il est nécessaire d'élargir les discussions à un débat public pouvant inspirer tant le monde politique que les citoyens.

La prochaine Conférence intergouvernementale est quasiment notre dernière chance de renforcer les institutions européennes avant l'élargissement. Nous ne pouvons pas la

zou heel België weten hoe belangrijk de IGC wel is. Ik heb zelfs de indruk dat in het Parlement onvoldoende wordt beseft dat de lopende IGC-onderhandelingen over de hervormingen van de Europese Unie onze laatste kans zijn om de instellingen van de Unie voor te bereiden op de volgende zeer belangrijke uitbreidingsgolf. Willen we beletten dat de Europese Unie door de uitbreiding wordt verzwakt, dan moeten we vandaag met beide handen de kans grijpen om de instellingen fundamenteel te hervormen.

Natuurlijk kan de uitbreiding niet de enige ambitie van de IGC zijn. Daarnaast zijn de betrokkenheid van de Europese burger en de impact van de Unie in de wereldfora van politiek en economie even belangrijke factoren bij het bepalen van de agenda en de doelstellingen van de hervormingsonderhandelingen. Daarom ben ik samen met mijn partij, de CVP, van oordeel dat de regering als IGC-onderhandelaar posities moet innemen die niet a priori bepaald of beperkt zijn door wat als uiteindelijk compromis haalbaar wordt geacht. Wie gaat onderhandelen, moet zijn ambities hoog leggen, want standpunten worden bij onderhandelingen altijd afgezwakt. Daarenboven leert onze ervaring met vorige IGC's dat de IGC tot een behoorlijk resultaat moet leiden. Daarom is het niet alleen belangrijk dat de agenda van de IGC niet overladen wordt, maar dat ook de juiste thema's op de agenda worden geplaatst. Er dient te worden voor gewaakt dat de IGC-onderhandelingen tegen het geplande tempo in de juiste richting evolueren. En waarom zou de Belgische regering niet samen met andere landen een meer offensieve houding aannemen?

De uitbreiding van de Europese Unie die politiek en historisch enorm belangrijk is, is onafwendbaar. Die uitbreiding moet echter gepaard gaan met hervormingen die de werkbaarheid van de instellingen vrijwaren en enkele landen versterken.

Ik zou even dieper willen ingaan op een aantal punten. Iedereen is het er inmiddels over eens geworden dat de Europese eenmaking een proces is dat geleidelijk aan verloopt, nu eens met kleine, dan weer met wat grotere stappen. In feite was dit reeds de boodschap van de Schuman-verklaring. De lopende IGC-onderhandelingen bieden in dit verband een nieuwe kans. Het is belangrijk dat de efficiëntie van de organen van de Europese Unie wordt versterkt en dat hun werking en interactie een dynamisch karakter blijven behouden of zonodig verwerven.

Dit geldt misschien nog het meest van al voor de Commissie zelf, waarvan het supranationaal karakter nogmaals moet worden onderstreept. Een Commissie met maar een twintigtal leden is – wat de voordelen van een niet te omvangrijke Commissie ook mogen zijn – misschien niet haalbaar. De vraag blijft bestaan en de optie om het aantal commissarissen lager te houden dan het aantal lidstaten, moet bespreekbaar blijven.

Dan kom ik tot de resolutie van het parlement. Mevrouw Moerman heeft erop gewezen dat alle lidstaten gelijk moeten worden behandeld. De optie die in de resolutie naar voren wordt geschoven, is mijns inziens zeer goed en ik meen dan ook dat ze verder moet worden bestudeerd. De regeringsformule om één commissaris per lidstaat te behouden is slechts aanvaardbaar als een aantal zeer effectieve maatregelen wordt genomen om de Commissie als instelling te versterken. In het rapport-Dehaene werden reeds

laisser passer.

suggesties gedaan, onder meer met betrekking tot de versterking van de positie van de Commissievoorzitter. Deze suggesties moeten samen en tegelijk met de samenstelling van de Commissie worden besproken. In de tekst van de resolutie ontwaren we een opening met betrekking tot de samenstelling van de Commissie.

Ook belangrijk is de vraag hoever de Belgische regering wil gaan in de versoepeling van de besluitvorming in de Raad. Is ze bereid de unanimiteitsregel in de mate van het mogelijke af te schaffen? Zitten de regeringspartijen op dit punt op dezelfde golflengte? Staan de socialisten en de groenen even aarzelend en weigerachtig als de liberalen tegenover de versoepeling van de Europese besluitvorming op het vlak van de fiscaliteit? Hoe staan de verschillende meerderheidspartijen tegenover de Europese eco-belastingen of de spaar- en bedrijfsfiscaliteit? Het standpunt van de CVP is duidelijk: wij willen zover mogelijk gaan in de toepassing van de gekwalificeerde meerderheid, maar houden wel vast aan de unanimiteitsregel voor thema's als het taalregime, culturele aangelegenheden en zetelkwesties.

Ook moeten de procedures voor de nauwere samenwerking, waaraan de CVP veel belang hecht, worden versoepeld. Wij willen die in de eerste plaats invullen door met een Europese kern te werken aan de verdieping van de Europese Unie en wij willen ook voortbouwen op het gegeven van de EMU.

Een tweede zeer belangrijke schakel in het debat is Europa en de burger. In de IGC komen de thema's die specifiek betrekking hebben op het dichten van de kloof tussen Europa en de burger veel te weinig aan bod. Nochtans is deze kloof een zeer groot probleem. Er zou meer aandacht moeten gaan naar het probleem van het democratisch deficit. De IGC besteedt te weinig aandacht aan specifieke maatregelen om dit deficit weg te werken.

Een verruimde toepassing in de Raad van de gekwalificeerde meerderheid ten koste van de unanimiteitsregel moet worden gekoppeld aan een uitbreiding van het medebeslissingsrecht van het Europees Parlement. De regering moet van deze koppeling een prioriteit maken. Andere stappen met betrekking tot democratisering zijn binnen de IGC blijkbaar niet aan de orde. Omdat er een algemeen gebrek aan creativiteit is voor het wegwerken van het democratisch deficit, zou de Belgische regering als IGC-onderhandelaar een meer kritische rol kunnen opnemen. We wijzen er allen op dat er meer inspanningen moeten worden gedaan om de burger meer en directer bij het Europees beleid te betrekken. Justitie en Binnenlandse Zaken zijn twee beleidsdomeinen waarop de Europese Unie zeer concreet en met veel toegevoegde waarde kan optreden en tegemoet kan komen aan de dagelijkse behoeften van de burger.

Ik denk meer bepaald aan het immigratie- en het asielbeleid, maar ook aan gerechtelijke samenwerking in burgerlijke zaken en strafzaken en ook aan politiesamenwerking. Op deze gebieden zijn de noden van de burger erg voelbaar. Er wordt te weinig of te traag vooruitgang geboekt. De weerstand in de Raad tegenover die noden is nog steeds te groot. De Belgische regering zou aanhoudend inspanningen moeten doen om met een aantal partnerlanden voor een doorbraak te zorgen.

De regering zou de kloof tussen Europa en de burger kunnen dichten door meer te informeren over de werking, de

besluitvorming en de wetgeving van de Europese Unie. Ik denk hierbij aan de mogelijkheden die internet biedt en waarop jonge mensen aangesloten zijn. De regering zou ook het parlement actiever en systematischer moeten betrekken bij de Europese beleidsthema's en besluitvorming, ook op het niveau van de gespecialiseerde Raden en dus niet alleen op dat van de Europese Raad.

Sta me toe een kanttekening te maken bij het Federaal Adviescomité voor de Europese Aangelegenheden. We hebben er reeds meermaals op gewezen dat een aantal parlementsleden de vergaderingen van dit comité niet kunnen bijwonen, omdat ze steeds samenvallen met vergaderingen van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en de Landsverdediging. Een parlements lid is geen heilige drievuldigheid en kan zich dan ook niet opsplitsen. Het lijkt mij dus aangewezen te zoeken naar een geschikte vergaderdag voor het Federaal Adviescomité voor de Europese Aangelegenheden zodat zoveel mogelijk leden van Kamer en Senaat daarbij aanwezig kunnen zijn.

Een andere belangrijke boodschap van het volgens iedereen uitstekende rapport-Dehaene was dat de werking van de Europese instellingen moet worden vereenvoudigd en voor de burger doorzichtiger en eenvoudiger moet worden gemaakt. In de onderhandelingen over de hervormingen van de Europese Unie moet de regering meer de nadruk leggen op het belang van de toegankelijkheid van de Europese structuren en procedures.

Zo wordt in het rapport-Dehaene voorgesteld in de verdragsteksten een onderscheid te maken tussen enerzijds de technische en specifiek procedurele bepalingen en anderzijds de algemene doelstellingen, beginselen en grote beleidslijnen. Daarom denkt de CVP dat de regering die splitsing van de verdragsteksten in de IGC moet afdwingen. Aparte procedures voor fundamentele en meer technische hervormingen zijn noodzakelijk voor de dynamiek van de Europese integratie.

Tenslotte vraag ik de aandacht vragen voor nog enkele andere aangelegenheden.

Wat artikel 7 van het Verdrag van Amsterdam betreft, deelt de CVP de wens van de regering om mechanismen te creëren die een vroegtijdig optreden tegen een crisis mogelijk maken. Bij de verdere uitwerking en verfijning van de bestaande bepalingen dient minimale duidelijkheid te worden ingebouwd over de vraag wanneer, op basis van welke criteria en hoe precies kan worden opgetreden.

Bovendien dringen we erop aan dat de hervormingen met betrekking tot het veiligheids- en defensiebeleid en het handvest van de grondrechten worden opgenomen in het nieuwe Verdrag.

Om te besluiten herhaal ik dat de lopende IGC-onderhandelingen heel belangrijk zijn en absoluut noodzakelijk. Laten we echter niet vergeten dat het debat over Europa niet beperkt mag blijven tot technische discussies waarin alleen diplomaten en deskundige ambtenaren hun weg vinden. Het is nodig de technische discussies te verruimen tot een publiek debat, dat handelt over de kernvragen in verband met de toekomst van Europa en dat zowel naar de politici als naar de burgers van alle betrokken landen inspirerend en

M. Philippe Monfils (PRL-FDF-MCC). – Je souhaite, tout d'abord, féliciter la rapporteuse et la corapporteuse qui ont effectué un excellent travail. La résolution ne me pose aucun problème et je ne reviendrai pas sur tous les points qui viennent d'être très bien développés à cette tribune. Je me concentrerai cependant sur trois points : l'ambition – ou le manque d'ambition ? – de la CIG, l'évolution de l'élargissement et la cohérence dans le travail des institutions européennes.

Quant au premier point et à l'évolution de la CIG, je tiens à rappeler que l'Europe existe depuis 50 ans et que son bilan est globalement positif. Elle a apporté la paix, le respect des droits de l'homme, la construction d'un marché unique et d'une économie florissante dans l'ensemble. Il s'agit là d'autant de réussites à mettre à l'actif d'une réelle volonté de construire cette Europe.

L'entrée en vigueur de l'euro fut, à juste titre, célébrée comme un succès puisqu'une des fonctions régaliennes – celle de battre la monnaie – élément combien symbolique, est devenue commune à onze pays de l'Union européenne. Même si l'euro connaît quelques difficultés par rapport au dollar, la monnaie unique reste un acquis considérable sur le plan économique. Certains pays – notamment la Grande-Bretagne – qui n'ont pas voulu entrer dans la zone euro commencent d'ailleurs à ressentir les effets négatifs de cette décision.

Les avancées sont donc extrêmement intéressantes jusqu'à présent. Et maintenant ? J'ai parfois le sentiment, et je l'avais déjà lorsque j'étais parlementaire européen, que nous progressons et c'est sur ce point que je souhaitais attirer votre attention.

Si l'objectif de la CIG est de réformer les institutions européennes en vue de permettre leur fonctionnement à trente, les objectifs définis par le sommet d'Helsinki pour cette CIG ne permettront pas d'atteindre ce but car ils sont insuffisants.

Il y a moins d'un mois, notre Président Armand De Decker, a déclaré que si la CIG n'aboutissait pas à un approfondissement de la réforme institutionnelle de l'Union, le Sénat pourrait ne pas ratifier le traité révisé. La menace est évidemment abrupte mais elle me paraissait devoir être brandie car les objectifs à long terme doivent être clairement définis, ce qui n'est pas le cas. Il faut que l'Europe décide de ce qu'elle veut comme avenir, de la voie pour y parvenir et des membres potentiels avec lesquels elle peut y arriver.

Jacques Delors critiquait, tout récemment et avec raison, me semble-t-il, le fonctionnement des institutions européennes. Il disait : « Il reste opaque. Même un citoyen bien éduqué ne peut suivre le cheminement d'un texte dans les méandres du processus de décision. Le triangle institutionnel ne fonctionne plus de manière satisfaisante. ».

Au-delà de ce constat, M. Fischer, ministre des Affaires étrangères allemand, a présenté sa vision de la construction de l'Europe politique qu'il voit en trois étapes : le

orienterend kan werken.

De volgende Intergouvernementele Conferentie is bijna de laatste kans om ervoor te zorgen dat de Europese Unie nog vóór de uitbreiding een institutionele versterking krijgt. Het is nu of nooit. Deze kans mogen we zeker niet laten voorbijgaan.

De heer Philippe Monfils (PRL-FDF-MCC). – *Ik feliciteer de rapporteurs met het geleverde werk. Ik heb geen problemen met de resolutie en ik zal mijn interventie tot drie punten beperken.*

Europa bestaat nu 50 jaar en de balans is in het algemeen positief te noemen. Europa bracht vrede, respect voor de mensenrechten, een eengemaakte markt en een bloeiende economie.

De invoering van een eenheidsmunt voor elf landen van de Unie heeft een belangrijke symbolische betekenis en vormt een belangrijke verworvenheid op economisch vlak.

Er werd dus al een en ander verwezenlijkt. En wat nu? Zelf heb ik het gevoel dat we vooruitgaan.

De IGC wil de Europese instellingen hervormen zodat ze kunnen functioneren als de Unie uit dertig leden zal bestaan. De doelstellingen die op de top van Helsinki werden geformuleerd zullen hiertoe niet volstaan.

Minder dan een maand geleden verklaarde de Senaatsvoorzitter nog dat, als de IGC er niet in slaagt de institutionele hervorming te verdiepen, de Senaat de herziening van het verdrag niet zou bekrachtigen. Deze dreiging klinkt wellicht wat brutaal, maar Europa moet weten waar het naartoe wil, op welke manier en met welke leden.

Jacques Delors bekritiseerde recent nog terecht de ondoorzichtigheid en complexiteit van de Europese instellingen.

Volgens de Duitse minister van Buitenlandse Zaken moet het politieke Europa in drie stappen worden uitgebouwd: allereerst een versterkte samenwerking tussen de staten die het willen, vervolgens een nieuw Europees basisverdrag dat de kern zou vormen van een federale grondwet en ten slotte de voltooiing van de Europese integratie.

Deze belangrijke verklaring heeft ook in andere landen, onder meer in Frankrijk, het debat aangezwengeld.

We zijn het er volmondig mee eens dat de landen die dat willen, in de richting van een federale constructie moeten kunnen evolueren. Deze eerste fase zou al op het einde van de IGC moeten worden geconcretiseerd. Waarom de samenwerking niet onmiddellijk in alle domeinen versterken? België, dat mee aan de wieg van Europa stond, kan hier een belangrijke rol spelen.

Dat we op de top van Nice geen resultaat zouden bereiken, zou ik niet zo erg vinden. Wat wel erg zou zijn, is dat er een slecht akkoord uit de bus komt waardoor de toekomstige werking van de Europese Unie op de helling wordt geplaatst.

Ik ben voorstander van een uitbreiding, maar de Europese Unie heeft aan de Centraal- en Oost-Europese landen wellicht wat snel een spoedige toetreding beloofd. Een verdubbeling van het leden dreigt in vijf jaar teniet te doen

développement de coopérations renforcées entre les États qui le veulent, notamment dans au niveau de la politique d'asile, d'immigration, de la politique étrangère et de sécurité ; la conclusion d'un nouveau traité fondamental européen qui serait le noyau d'une « Constitution de la Fédération » qui comporterait des institutions propres dont un parlement bicaméral fort, représentant l'Europe des Nations et l'Europe des citoyens, un gouvernement propre parlant d'une seule voix et un Président élu directement et, enfin, l'achèvement de l'intégration européenne.

Je trouve que de la part d'un responsable d'un grand pays jusqu'à présent extrêmement frileux quant au destin de l'institution européenne, cette déclaration est fort importante. Elle a d'ailleurs eu pour mérite de faire bouger les choses dans d'autres grands pays et, notamment, en France qui adopta d'abord une attitude réservée, mais qui semble à présent réagir à ce débat d'idées.

Il faut permettre aux pays qui le souhaitent de progresser en ce domaine et d'aboutir, à terme, à une construction politique de type fédéral. Pour notre part, nous soutenons entièrement cette vision et nous estimons que la première étape devrait d'ores et déjà se concrétiser à la fin de la CIG. Pourquoi ne pas autoriser immédiatement la coopération renforcée dans tous les domaines? Cela me paraît être le bon sens même. On connaît les états intéressés par ce type d'avancée. Et ce sont eux que l'on retrouverait comme partenaires dans cette coopération renforcée. Il est très important que les travaux et les conclusions de la CIG tiennent compte de tout cela et aboutissent à la définition d'objectifs clairs, ainsi qu'à l'ébauche de l'Europe fédérale. Je crois que la Belgique, en tant que pays fondateur pro-européen, a un rôle important à jouer pour atteindre cet objectif.

Ne pas obtenir de résultats au Sommet de Nice ne serait pas dramatique à mes yeux. Mais, ce qui le serait, ce serait d'aboutir à un mauvais accord qui ne garantirait pas le fonctionnement futur de l'Union européenne. Chercher à tout prix un accord au dernier sommet de cette année serait une erreur à laquelle la construction européenne risquerait de payer un lourd tribut.

L'évolution de l'élargissement constitue le deuxième problème. Cet élargissement se dessine et j'en suis partisan. Mais chacun se rend compte que, dans l'euphorie de la libération du communisme des pays de l'Europe centrale et orientale, l'Union européenne est peut-être allée un peu trop vite pour promettre des adhésions rapides à tous ces pays. Le danger est évident. On l'a mentionné à quelques reprises. Dans les circonstances actuelles, on risque, en cinq ans, en doublant le nombre de membres, de détruire ce qui a été construit en cinquante ans.

Il est clair que l'élargissement est et restera un objectif stratégique important à atteindre. Mais il faut que les pays candidats comprennent qu'il est de leur intérêt qu'il se fasse dans les meilleures conditions de préparation de notre part et de leur part, et en l'absence de toute précipitation.

(M. Armand De Decker, président, prend place au fauteuil présidentiel.)

Comme je l'indiquais, nous ne sommes pas encore prêts à recevoir 13 nouveaux membres. La CIG s'attache à préparer le terrain sans que l'on sache si elle aboutira ou non. Et, parmi

wat in vijftig jaar werd opgebouwd.

De uitbreiding is en blijft een belangrijke strategische doelstelling. Maar de kandidaat-leden moeten begrijpen dat het in hun en in ons belang is dat hun toetreding in de best mogelijke omstandigheden en zonder overhaasting gebeurt.

(Voorzitter: de heer Armand De Decker.)

We zijn nog niet klaar om 13 nieuwe leden te ontvangen. De IGC moet het terrein voorbereiden. Jacques Delors wees er recent nog op dat het bnp van de kandidaat-landen slechts 20

les candidats, peu d'entre eux présentent ou présenteront à très court terme toutes les conditions requises pour l'adhésion. Comme le disait tout récemment Jacques Delors : « L'état des économies des pays candidats doit être plus sérieusement pris en compte. Le PIB par habitant représente, selon les pays, de 20 à 50% de la moyenne communautaire, un seul atteignant ce dernier chiffre. Que vont devenir les politiques communes? Les moyens dégagés dans l'Agenda 2000 sont-ils suffisants? » La réponse est évidemment négative. D'ailleurs, j'avais moi-même, quand j'étais parlementaire européen, analysé la situation budgétaire et, avec de nombreux collègues parlementaires, estimé que la Commission européenne avait sous-estimé les dépenses. Je ne dis pas qu'il ne faut pas faire certaines dépenses. Je dis simplement que c'est une erreur de partir, la fleur au fusil, en ayant considérablement sous-évalué le coût de l'élargissement. Demandons, par exemple, aux Allemands ce qui s'est passé lorsque l'on a sous-évalué les conséquences de la réunification allemande. Elles ont été assez désastreuses pour un certain nombre de personnes et pour l'évolution de l'emploi et du chômage en Allemagne. Il faut donc être très prudent lorsqu'on fixe les montants financiers.

Par ailleurs, les négociations substantielles sur les sujets les plus délicats comme l'agriculture, la libre circulation des personnes, la justice et les affaires intérieures ainsi que la politique régionale n'ont pas encore commencé. On dénombre, en tout cas, fort peu de candidats. Fixer dès maintenant un calendrier précis d'élargissement n'a pas de sens et, d'ailleurs, la Commission s'est, jusqu'à présent, refusée à entrer dans ce jeu. Je crois qu'elle doit continuer à le faire. Mieux vaut prendre son temps pour réaliser l'élargissement afin d'avoir les garanties que, d'une part, les acquis de la construction européenne ne seront pas dilués, et que, d'autre part, les nouveaux membres entreront dans un ensemble institutionnel fonctionnel.

Si des problèmes se posent déjà pour l'adhésion de pays auxquels on a fait la promesse – qui doit être respectée, bien sûr – de faire partie de l'Union européenne, que dire des tentations, si pas des tentatives, d'arrimer à l'Europe de nouveaux pays comme l'Ukraine ou même la Russie?

Certains collègues ont même défendu ici, il y a quelques mois, l'idée selon laquelle les exactions de la Russie à l'égard de certaines populations, notamment les Tchétchènes, seraient réduites ou supprimées si ce pays faisait partie de l'Union européenne.

J'ai toujours cru que le respect des principes démocratiques était une condition de base de l'adhésion. Proposer d'admettre la Russie, c'est évidemment faire fi de ce critère et récompenser ce pays pour la manière dont il liquide des populations civiles. Ce qui est un comble ! Je rappelle à cet égard que face à ce qu'il faut bien appeler des actes de barbarie, la politique de la main tendue à tout prix ne me paraît pas une solution adéquate. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, pourtant traditionnellement prudente, a pris un chemin bien plus courageux – à savoir la suspension du droit de vote de la délégation russe – avant d'évaluer, à la fin juin, la situation en Tchétchénie et de demander, si aucune évolution significative ne se manifeste, l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe.

Ce serait une décision à portée surtout symbolique mais elle

à 50 procent van het communautaire gemiddelde bedraagt en vroeg zich af of de middelen van Agenda 2000 wel zullen volstaan. Natuurlijk zullen die niet volstaan. Ik wil niet beweren dat de uitbreiding niets mag kosten. Maar het gaat evenmin op zich in een avontuur te storten waarvan de kosten schromelijk werden onderschat. Vraag het maar aan de Duitsers die ervaring hebben met hun eenmaking.

Bovendien werden de belangrijke onderhandelingen over gevoelige onderwerpen zoals de landbouw, het vrije verkeer van personen, de justitie, binnenlandse zaken en het regionale beleid zelfs nog niet aangevat. Het heeft geen zin om nu al een precies tijdschema van de uitbreiding op te stellen. De Commissie heeft dat tot nog toe trouwens altijd geweigerd. We moeten de tijd nemen zodat de uitbreiding het communautaire acquis niet in gevaar brengt en de nieuwe leden tot goed functionerende instellingen kunnen toetreden.

Als zich nu al problemen stellen voor landen waaraan al toetreding werd beloofd, wat moet we dan denken over de toetredingspogingen van landen als Oekraïne of zelfs Rusland, die ook door sommigen hier worden gesteund?

Ik heb altijd gedacht dat de eerbied voor de democratische principes een basisvoorwaarde voor toetreding was. De parlementaire assemblee van de Raad van Europa neemt in dat opzicht een veel moediger houding aan en heeft ermee bedreigd Rusland uit de Raad te sluiten als in verband met de toestand in Tsjetsjenië geen vooruitgang wordt geboekt.

Door de uitbreiding dreigt een onevenwicht te ontstaan tussen de verschillende culturele componenten binnen de Europese Unie. Nu al merkt men dat de aandacht voor Centraal- en Oost-Europa het Middellandse-Zeebeleid van de Unie op de achtergrond doet belanden.

De Unie moet opnieuw belangstelling krijgen voor Zuid-Europa. In dit opzicht moet allereerst aandacht worden besteed aan de kwestie-Cyprus. De toetreding van Cyprus opent de poort tot het Oosten op cultureel en economisch vlak. Ook de strategische positie van het eiland is heel belangrijk.

Een oplossing voor de kwestie-Cyprus moet steunen op de eerbiediging van de VN-resoluties en de Cypriotische voorstellen voor een uit twee zones en twee gemeenschappen bestaande federatie

Maar ook onze betrekkingen met de andere landen van het Middellandse-Zeegebied moeten worden bijgesteld: met toetredingskandidaat Turkije, met de Maghreb- en Machreklanden en met Israël. Kortom, de IGC moet ook aandacht hebben voor Zuid-Europa.

De werking van de Unie hangt ook samen met die van andere Europese instellingen, meer bepaald wat de mensenrechten betreft. In een voorstel van resolutie vraagt het Federaal Adviescomité voor de Europese aangelegenheden dat de IGC het Europees Handvest van grondrechten zou opnemen in de verdragen met juridisch dwingende werking.

Samen met de parlementaire assemblee van de Raad van Europa dringen we erop aan dat uiteenlopende interpretaties van de bescherming van de mensenrechten in Europa worden vermeden. Als het Europees Handvest voor de rechten van de mens in de verdragen juridisch afdwingbaar wordt, zou het spijtig zijn dat het Europees Hof voor de rechten van de mens

serait la manifestation de l'exigence de quarante et un pays du Conseil de l'Europe, à savoir que les droits de l'homme soient respectés partout et par tous et qu'un pays ne puisse siéger au sein du Conseil de l'Europe s'il ne respecte pas ces droits fondamentaux.

Un autre problème lié à l'élargissement, dont le ministre est parfaitement conscient, est qu'il a fortement tendance à négliger la dimension méditerranéenne de l'Europe. Un déséquilibre risque ainsi de se créer entre les différentes dimensions culturelles de l'Union européenne, qui pourrait aussi se refléter dans l'orientation des décisions prises par l'Union. Soyons réalistes, depuis que la décision de se rapprocher des pays d'Europe centrale et orientale a été prise, le développement de la politique méditerranéenne de l'Union est passé au second plan.

Il est temps que l'Union réaffirme l'importance du sud de l'Europe. À ce titre, un premier effort devrait être consenti à l'égard de la problématique chypriote. M. le ministre ne s'étonnera pas de mon insistance. En effet, Chypre est toujours divisée entre le nord et le sud ; les troupes turques, au mépris des résolutions de l'ONU prises depuis vingt ans, occupent la partie nord de l'île. L'adhésion de Chypre permettra d'ouvrir une porte sur l'Orient au niveau culturel et économique. L'importance stratégique de cette île n'est plus à démontrer, surtout dans le cadre du développement très encourageant de la politique étrangère de sécurité et de défense.

La solution du problème chypriote devrait s'appuyer sur le respect des résolutions de l'ONU et la prise en compte des propositions de création d'une fédération bizonale et bicommunautaire formulées depuis longtemps par le président Cleridès et les autorités chypriotes. Mais l'intransigeance turque, relayée par M. Denktash, bloque totalement les négociations malgré les efforts de M. Kofi Annan pour organiser la rencontre des différentes parties.

Bien sûr, la politique méditerranéenne de l'Europe ne se limite pas à Chypre ; il faut aussi que nous définissions les relations que nous voulons entretenir à plus long terme avec tous les pays du pourtour méditerranéen. Il ne faut pas avoir peur de les mentionner après les décisions d'Helsinki d'introduire la Turquie comme pays candidat. Nos futures relations avec les pays du Maghreb et du Machrek et avec Israël doivent être prises en compte. En un mot, la conférence intergouvernementale devrait également comporter un volet « sud de l'Europe ». Je sais que le ministre y est attentif et qu'il a le souci d'étendre l'Union vers le sud. C'est un objectif essentiel pour atteindre, après l'élargissement à l'est, un équilibre entre cultures et civilisations dans l'Union élargie.

Je voudrais encore vous faire part d'une dernière observation. Le développement de certains aspects de l'Union soulève la question de leur cohérence avec le travail des autres institutions européennes. Je pense en particulier ici au droits de l'homme. Une charte de droits fondamentaux est rédigée pour l'heure au sein de l'Union européenne et la proposition de résolution du comité d'avis fédéral chargé des questions européennes demande que la conférence intergouvernementale puisse aboutir à son insertion dans des traités juridiquement contraignants.

en het Europees Hof van Justitie deze rechten op uiteenlopende wijze interpreteren.

De vorige intergouvernementele conferentie heeft de problemen naar een later tijdstip verschoven en was dus een flop. Als overtuigd Europeaan wil ik vermijden dat deze conferentie zich ertoe beperkt de institutionele tekortkomingen te verdoezelen. Ik dring aan op een hervorming in de diepte. Het gaat niet alleen om de cohesie en de werking van de Europese Unie, maar ook om haar toekomst en haar geloofwaardigheid bij de burgers. Ik vertrouw erop dat de vice-eerste minister en de minister van Buitenlandse Zaken de Europese strijd voortzetten.

Nous y sommes évidemment favorables mais il faut, comme le demande la recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, que tout soit «mis en œuvre pour que la cohérence de la protection des droits de l'homme en Europe soit sauvegardée et éviter qu'il y ait des interprétations divergentes de ces droits.» Le Conseil de l'Europe a pour mission principale la défense et la sauvegarde des droits de l'homme et dispose d'institutions, dont une Cour, pour remplir cette mission. Si la Charte européenne des droits de l'homme était incorporée aux Traités juridiquement contraignants, il serait dommage que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice des communautés européennes divergent sur la manière d'appliquer et d'interpréter ces droits. J'en appelle donc à la plus grande vigilance dans un domaine aussi fondamental. Je suis persuadé que le vice-premier ministre et ministre des Relations extérieures sera d'accord avec moi sur ce point pour éviter qu'il y ait des doubles emplois et, surtout, des contradictions dans les décisions juridictionnelles qui seront prises à l'égard des droits de l'homme.

Tels sont les éléments sur lesquels je voulais attirer votre attention. La dernière conférence intergouvernementale fut un échec puisque tous les problèmes ont été renvoyés à plus tard. Parce que je suis un Européen convaincu, je ne voudrais pas que la prochaine conférence intergouvernementale se contente de quelques rustines cachant plus ou moins bien les carences du fonctionnement institutionnel actuel. J'invite vraiment les autorités responsables à réaliser une réforme de fond. Il y va de la cohésion et du fonctionnement de l'Union européenne. Il y va aussi de son avenir et de sa crédibilité auprès des citoyens. Je fais naturellement confiance au vice-premier ministre et ministre des Relations extérieures pour poursuivre, avec l'opiniâtreté qu'on lui connaît, le combat européen.

M. Marcel Colla (SP). – *Notre organisation me met un peu mal à l'aise. Une de nos rapporteuses s'est plainte du manque d'intérêt pour le débat en séance publique. On ne s'en étonne pas quand on sait que le président de la Chambre donnait hier déjà une conférence de presse alors que le débat n'a lieu qu'aujourd'hui au Sénat et demain à la Chambre.*

M. le président. – Le problème est que plusieurs commissions se réunissent en même temps. La commission du nouveau politique travaille actuellement avec le premier ministre et ne pouvait être reportée. De plus, dix sénateurs sont à l'étranger. Je regrette comme vous de devoir travailler dans de telles conditions.

M. Marcel Colla (SP). – *J'entends bien, monsieur le président, mais une plus grande participation aux débats serait la meilleure preuve de notre volonté de nouveau politique.*

La révision du fonctionnement des institutions européennes et de leur processus de décision est plus que nécessaire dans la perspective de l'élargissement de l'Union. Nous souhaitons

De heer Marcel Colla (SP). – Ik moet bekennen dat ik me een beetje ongemakkelijk voel. Ik feliciteer de weinige, maar moedige journalisten die ons debat volgen en bedank de Senaatsvoorzitter omdat hij ons vervoegd heeft, want dit geeft de vergadering zeker meer gewicht. Dat ik me ongemakkelijk voel, heeft natuurlijk ook te maken met onze manier van organiseren. Een van de rapporteurs heeft zich beklagd over het gebrek aan interesse voor het openbaar debat. Dat is niet te verwonderen wanneer de Kamervoorzitter gisteren reeds een persconferentie gaf, terwijl er vandaag in de Senaat en morgen in de Kamer over de resolutie wordt gedebatteerd. We hadden beter met Kamer en Senaat samen een commissievergadering belegd.

De voorzitter. – Het probleem, is dat er op het ogenblik verscheidene commissies vergaderen. Ook de commissie voor politieke vernieuwing is aan het werk in aanwezigheid van de eerste minister. Die vergadering die niet kon worden uitgesteld. Tevens vertoeven 10 van de 71 senatoren vandaag in het buitenland. Ik vind het ook jammer dat we in deze omstandigheden moeten werken.

De heer Marcel Colla (SP). – Dat begrijp ik allemaal wel, mijnheer de voorzitter, maar ik wil er toch op wijzen dat het beste bewijs van onze wil tot politieke vernieuwing erin zou bestaan dat meer senatoren zouden deelnemen aan een beter gestoffeerd debat.

Het is evident dat de herziening van de werking van de Europese instellingen en hun besluitvormingsproces meer dan

tous cet élargissement pour maintenir la paix en Europe et pour promouvoir l'évolution démocratique de notre continent tout entier.

J'ai eu récemment des contacts avec des pays candidats à l'adhésion. Ils comprennent que les négociations d'adhésion peuvent être longues en raison de certains aspects de leurs dossiers, comme la politique agricole, la libre circulation des personnes ou les fonds structurels. Mais ils admettent moins bien que leur adhésion soit retardée par des problèmes internes à l'Union européenne, faute d'accord sur les réformes structurelles nécessaires au fonctionnement de nos institutions. La première date avancée pour l'adhésion était 2003, mais dans les couloirs et à la Commission, on parle à présent de 2005 ou 2006, car on craint que nos institutions ne puissent être modernisées à temps. Ce sera déjà bien si nous parvenons à de bons résultats pour les thèmes qui sont en discussion actuellement.

Ce débat nous donne une occasion unique de penser à long terme et de souligner certaines lacunes de notre résolution et des propositions de la Commission.

Il est essentiel que la règle de l'unanimité devienne l'exception. Selon le rapport Barnier, la sécurité sociale et la fiscalité y resteront soumises sauf en cas de lien avec le marché intérieur. Or c'est précisément dans ces domaines qu'il y a déficit du processus décisionnel. La monnaie unique n'est pas synonyme d'harmonisation fiscale.

D'après un passage important du document de la commission, il faut éviter que « les juges » ne finissent par faire la législation communautaire. En l'absence de compétences communautaires et de directives en matière de sécurité sociale, de plus en plus de gens s'adresseront à la Cour européenne de Justice.

Un autre aspect essentiel est la scission des textes du Traité en deux parties, l'une à caractère constitutionnel et comprenant la charte des droits fondamentaux, l'autre, aux procédures de modification plus souples, reprenant les dispositions plus techniques. Si l'Union veut continuer à être gérable, il ne faut pas que la moindre modification du Traité nécessite une procédure de ratification dans tous les États membres.

J'en arrive à la coopération renforcée. Une Europe à deux vitesses ne peut être un alibi pour maintenir la règle de l'unanimité et le veto. Nous ne pouvons pas dériver vers une mentalité où les États membres ne participent qu'aux domaines qui leur conviennent. Dès lors, les conditions de la coopération renforcée doivent être suffisamment strictes pour éviter une évolution vers une Europe à la carte.

Plusieurs référendums ont montré le scepticisme des opinions publiques à l'égard de l'Europe. Nous devons donc éviter des participations en ordre dispersé qui rendraient la construction européenne encore plus opaque pour l'homme de la rue.

J'en arrive à la composition de la Commission, un problème moins urgent. Il peut arriver qu'une commission de trente membres fonctionne très bien et une de quinze membres très mal. Nous avons accepté un peu rapidement le principe d'un commissaire pour chaque État membre. Personnellement, je préfère une commission de taille limitée, moyennant certaines

noodzakelijk is in het vooruitzicht van de uitbreiding van de Unie. Die uitbreiding wensen we allemaal met het oog op het bewaren van de vrede in Europa en het aanmoedigen van de democratische ontwikkeling in alle landen van ons continent. Ik maak hierbij vooraf twee opmerkingen.

Ten eerste, heb ik recentelijk nogal wat contacten gehad met landen die kandidaat zijn voor toetreding. Ik heb vastgesteld dat ze er begrip voor hebben dat de toetredingsonderhandelingen moeilijk kunnen zijn wegens bepaalde aspecten van hun dossier. Ik denk hier aan de landbouwpolitiek, het vrij verkeer van personen, het structuurfonds. Ze hebben er echter minder begrip voor dat hun toetreding wordt vertraagd door de interne problemen van de Europese Unie, meer bepaald omdat we niet akkoord zouden geraken over de noodzakelijke structurele hervormingen op het vlak van de werking van de eigen instellingen. Dit is niet denkbeeldig. De eerste datum die voor toetreding naar voren werd geschoven, ook door de Commissie van Toetreding, was 2003. In de commissie en in de wandelgangen spreek men eerder van 2005 en 2006, niet zozeer omdat de toetredingsonderhandelingen zo moeilijk zijn, maar omdat wordt gevreesd dat de eigen instellingen niet tijdig gemoderniseerd zullen zijn.

Ten tweede, ben ik ook realistisch genoeg om het gezegde "il ne faut pas trop charger le bateau" indachtig te zijn. Als we gunstige resultaten boeken voor de thema's die nu ter tafel liggen, is het al goed.

Dit debat is een enige gelegenheid om even op lange termijn te denken, de zaken in perspectief te zetten en een aantal lacunes aan te stippen zowel in onze resolutie als in de voorstellen van de Commissie.

Essentieel is dat de unanimité-regel een uitzondering wordt. Volgens het rapport van commissaris Barnier blijven de sociale zekerheid en de fiscaliteit onder de unanimité-regel ressorteren, tenzij er een band is met de interne markt. Maar hoe zal men uitmaken of bepaalde items in verband staan met de interne markt? Het besluitvormingsdeficit van de Europese Unie doet zich precies op sociaal en fiscaal vlak voor. Gisteren nog poneerden een aantal economen in een vrije tribune van het Franse dagblad *Les Echos* dat een eenheidsmunt niet gelijkstaat met de harmonisering van de fiscaliteit.

In een niet onbelangrijke passus van het commissiedocument staat dat we moeten voorkomen dat "les juges" uiteindelijk de communautaire wetgeving gaan maken. Bij het ontbreken van communautaire bevoegdheid en bij gebrek aan directieven zullen, wat de sociale zekerheid betreft, steeds meer mensen naar het Europees hof van justitie trekken. Nu al zijn er uitspraken over de terugbetaling aan een Luxemburgse onderdaan die zich in Duitsland een bril aanschafte of aan een Belg die zich in Frankrijk laat opereren. Als we voor de sociale zekerheid de unanimité-regel blijven hanteren, zal er van communautaire wetgeving maar weinig in huis komen en zal de Europese regelgeving door uitspraken van het Hof van Justitie en niet via politieke besluitvorming tot stand komen.

Een ander essentieel aspect is het opdelen van de verdragsteksten in twee delen, met name in een deel met een constitutioneel karakter, met de incorporatie van het charter van de fundamentele rechten, en in een deel dat meer

conditions, comme la représentation des sous-régions, par exemple le Benelux ou les États baltes, des périodes sans commissaire même pour les grands pays, et enfin la prise en compte d'un ordre d'importance pour la distribution des portefeuilles.

Si le système d'un commissaire au moins par pays l'emporte, il faut tenir compte de certaines conditions qui figurent dans les textes mais dont on parle peu. Il y a par exemple la proposition accordant une plus grande responsabilité aux commissaires. Je n'y vois pas d'objection pour autant qu'un commissaire puisse être interpellé et amené à démissionner à titre individuel.

J'ai attiré l'attention de notre commissaire européen sur la proposition d'instauration d'un système de procurations visant à décharger la Commission. On ne peut déléguer qu'à des fonctionnaires et des technocrates, ce qui n'est pas toujours positif.

Le vrai problème est la désignation des commissaires. L'idée de la commission réduite cache le désir d'avoir plus de véritables commissaires européens et moins de représentants des États membres. Pour cela, il faudra envisager un nouveau système de désignation de ces commissaires.

Je ne suis pas convaincu par la proposition qui consiste, en cas de commission réduite, à intégrer dans les cabinets des commissaires des personnes d'États membres qui n'ont pas de commissaire. C'est instituer une sorte de lobbying au sein même de ces cabinets.

Nous devons avoir le courage de réfléchir à long terme. La Commission européenne est composée de manière très hétérogène et n'émane pas d'une majorité politique. En fait nous faisons comme si la Commission européenne, qui n'est donc pas un vrai gouvernement, pouvait régler les problèmes de manière objective. C'est vrai pour de grands défis comme l'union monétaire. Pour d'autres, il faut faire des choix politiques et de société. À terme, il faut envisager un véritable gouvernement européen et une réforme de la Commission européenne dans ce sens.

J'en viens à l'approfondissement de la démocratie. Il est intolérable que le Parlement européen n'ait pas le droit d'initiative législative. On n'aborde pas ce problème, parce que si on accorde le droit d'initiative au Parlement, il faut aussi le donner au Conseil des ministres, ce qui affaiblirait de la Commission.

La construction européenne suscite encore d'autres réflexions. Au début, on a construit des modèles dans lesquels la Commission fonctionnerait comme un gouvernement. On voulait travailler avec une sorte de système bicaméral: le Conseil des ministres en tant qu'émanation des pays ou États et le parlement européen, composé de manière professionnelle sur un modèle fédéral. On n'ose pas poursuivre ce débat. Lors d'une rencontre entre les présidents des commissions des Affaires étrangères des Quinze à Lisbonne, j'ai répondu à ceux qui trouvaient le modèle d'une Europe fédérale complètement dépassé, qu'un débat idéologique sur ce sujet était inopportun actuellement. J'ai ajouté que je n'avais aucune objection contre une Europe fédérale.

Je suis frappé qu'on n'ose envisager aucune mesure

technische bepalingen bevat. Voor dit deel zouden dan soepelere wijzigingsprocedures gelden. Wil de Europese Unie in de toekomst beleidsmatig beheersbaar zijn, dan is het haast onmogelijk om bij de minste wijziging van het verdrag alle landen telkens tot een ratificatieprocedure te dwingen. Sommige landen zullen zelfs over bepaalde punten een referendum moeten houden.

Een ander element is de versterkte samenwerking. Als men het enige tijd geleden had over "een Europese Unie met twee snelheden", dan was het alsof men een vloek uitsprak. Nu lijkt het een evidentie, zelfs Jacques Delors praat daar nu met veel zwier over. Een Europese Unie met twee snelheden kan geen alibi zijn voor het handhaven van de unanimiteitsregel of veto's. We mogen niet afglijden naar een "shoppingmentaliteit" waarbij lidstaten alleen participeren in een domein dat hen goed uitkomt.

Bijgevolg moeten de voorwaarden van deze versterkte samenwerking vrij streng zijn, zodat iedereen het over dezelfde goed afgelijnde pakketten heeft en dat een minimum aantal landen daaraan meewerkt. Zoniet evolueren we naar een Europa à la carte, wat zeker niet de bedoeling kan zijn van deze versterkte samenwerking.

We mogen niet vergeten dat de publieke opinie in verschillende landen in referenda en bevestigingen haar scepsis tegenover Europa heeft laten horen: ze ligt duidelijk niet wakker van Europa. Daarom moeten we twee keer nadenken voor we een situatie creëren waarin voor domein A België, Italië, Nederland en Oostenrijk meedoen, en voor domein B België met Frankrijk, Spanje en Portugal samenwerkt. Dat maakt de Europese constructie alleen nog ondoorzichtiger, waardoor de man in de straat nog minder zal volgen wat in Europa gebeurt, zich daar nog minder in thuis voelt en zich op langere termijn nog negatiever tegenover Europa opstelt. Persoonlijk blijf ik wel positief staan tegenover dit derde thema, maar pleit ik voor een goede omkadering en strenge voorwaarden.

Ik kom nu tot het vierde thema, de samenstelling van de commissie. Dit lijkt mij een minder dringend probleem, waarover ik me op het ogenblik niet echt druk kan maken. Een commissie met dertig leden kan perfect werken, als de leden capabel zijn en ze een goede leiding hebben. En een commissie van vijftien leden kan slecht werken, als de leden niet deugen en de leiding het laat afweten. De essentie ligt dus niet in de samenstelling.

Toch wil ik de twee modellen die worden voorgesteld even van naderbij bekijken en een kleine bedenking maken bij wat onze eigen resolutie hierover zegt. We hebben nogal vlug toegegeven aan de vraag dat elk land een commissaris zou hebben. Ik steek niet weg dat mijn persoonlijke voorkeur uitgaat naar een commissie van beperktere omvang. Ik koppel dit weer aan enkele voorwaarden. Ook in een sterk afgeslankte commissie moet er een vertegenwoordiging zijn voor elke sub-regio, ik denk aan de Benelux of de Baltische staten. Een andere voorwaarde in dat schema, dat van de Commissie zelf komt, is dat alle landen, ook de grotere zoals Frankrijk en Duitsland, wel eens een periode zonder commissaris kennen. Dat zie ik nog zo snel niet gebeuren. Derde voorwaarde is dat er een rangorde van belangrijkheid wordt gehanteerd bij het verdelen van de verschillende

d'approfondissement de la démocratie via le droit d'initiative du Parlement européen. Il faudrait pouvoir établir des listes des groupes et familles politiques par delà les frontières.

À l'occasion de cette discussion sur la CIG, nous ne parvenons pas à combler nos propres lacunes. En cas de menace contre la santé publique provenant de l'extérieur de l'Union, la Belgique peut décider de fermer ses ports et ses aéroports, mais à quoi cela sert-il si les porteurs d'une maladie contagieuse entrent dans l'Union européenne par Le Havre, Orly ou Charles De Gaulle? On ne parle plus de ces dossiers. Une éventuelle modification ou adaptation des traités devrait être mise à profit pour combler ces lacunes.

Je reconnais que lors de réunions comme celle de Lisbonne, on entend peu de remarques originales. J'ai cependant été surpris par le caractère émotionnel du débat sur l'utilisation des langues dans l'Union. Je ne suis pas de ceux qui, pour des raisons de prestige, exigent l'usage de toutes les langues. Je comprends qu'on recherche la rationalité, tant au niveau de la Commission qu'à celui des organes exécutifs. Je fais cependant une différence essentielle entre le parlement européen, où l'emploi de toutes les langues coûte énormément d'argent, et d'autres institutions. Si nous ne voulons pas vider l'Europe de son contenu démocratique, il faut que tout citoyen européen puisse être élu dans cette institution qui a une compétence de contrôle.

portefeuilles.

Als we echter toch gaan naar een systeem van minstens een commissaris per land, moeten we evengoed oog hebben voor een aantal randvoorwaarden die wel in de teksten figureren, maar waarover zeer weinig wordt gesproken. Zo is er het voorstel om de commissarissen van een dergelijke grotere commissie, meer eigen verantwoordelijkheid te geven. Ik heb daar niets op tegen, op voorwaarde dat men er dan ook de consequentie bijneemt dat een commissaris individueel kan worden geïnterpelleerd en eventueel afgezet, zonder dat de hele commissie wandelen wordt gestuurd. De ene voorwaarde heeft natuurlijk maar zin als de andere ook geldt.

Ik heb onze Europees commissaris, wiens aanwezigheid ik in de gezamenlijke commissievergadering erg heb geapprecieerd, ook al gewezen op wat er staat op bladzijde 11 van de tekst. Daar stelt men voor om, in geval men voor een grotere commissie kiest, met een systeem van machtigingen te werken. Dat betekent delegeren met het doel de commissie zelf enigszins te ontlasten. Aan wie anders kan men bevoegdheden delegeren dan aan ambtenaren en technocraten? De ervaringen die ik met hen heb zijn echter lang niet altijd even positief.

Een ander element dat ik wens te benadrukken is dat een grotere persoonlijke verantwoordelijkheid van de commissarissen zou worden gekoppeld aan een individuele verantwoordelijkheid en aan de mogelijkheid om de commissarissen individueel te benoemen en te ontslaan. We moeten ook voorzichtig zijn in de discussie over de machtigingen en de delegaties.

Hoewel er niet over is gesproken, is het fundamentele probleem de wijze van aanduiding van de commissarissen. De discussie over het aantal commissarissen verdoezelt dit probleem. Ik raak hier een gevoelige snaar aan, ook voor ons eigen parlement en onze eigen regering. De motivering achter de idee van een beperktere commissie is dat men meer echte Europese commissarissen wil en minder de vertegenwoordigers van de lidstaten. Als men deze redenering doortrekt, dan betekent dit dat men uiteindelijk moet afstappen van een situatie waarbij de regeringen de facto hun commissaris aanduiden. De huidige situatie heeft soms als gevolg dat de samenstelling van een commissie na enkele jaren geen weerspiegeling meer is van de politieke verdeling na nieuwe verkiezingen in een lidstaat. Indien men echt tot Europese commissarissen wil komen, zal men moeten nadenken over een ander systeem van aanduiding van de individuele commissarissen. Anders zullen de commissarissen de facto verantwoordelijkheid verschuldigd zijn aan hun regering, vermits ze door die regering zijn aangeduid.

Ik griezelen ook een beetje van het voorstel dat de Europese commissarissen in dit parlement naar voor hebben gebracht om, bij een afgeslankte commissie, in het kabinet van de commissarissen mensen op te nemen van de lidstaten die geen commissaris hebben. Dat betekent dat men structureel een systeem van lobbying binnen het kabinet van een commissaris zou organiseren.

We moeten de moed hebben om naar aanleiding van een debat als dit op lange termijn te denken. De Europese commissie is feitelijk zeer heterogeen samengesteld en is geen emanatie van een politieke meerderheid. Feitelijk doen

wij alsof in de Europese commissie, die daardoor geen echte regering is, de Europese problemen altijd op een zagezegd objectieve manier kunnen worden geregeld. Als het gaat om grote uitdagingen, zoals het installeren van een monetaire unie, is dit waar. Voor andere problemen echter moet men fundamentele maatschappelijke en politieke keuzes maken. Op termijn - en dat is de verdienste van het document van de minister van buitenlandse zaken van Duitsland - moet er een perspectief zijn naar een echte Europese regering en een hervorming van de Europese commissie in die zin.

Op die manier wordt het debat ook geopend naar een aantal andere terreinen. Laat mij besluiten met mijn bekommernis over een aantal zaken waar niet of onvoldoende over wordt gepraat, of waar men de formele discussie niet over begint. Het gaat om de verdieping van het democratisch systeem in Europa en een verhoging van de slagkracht.

Ik begrijp niet dat men blijft dulden dat het Europees parlement geen initiatiefrecht heeft. Ik weet echter wel waarom men daar niet over spreekt.

Als men het parlement initiatiefrecht verleent, dan moet men dit recht eveneens aan de ministerraad toekennen, wat een verzwakking van de Europese Commissie tot gevolg zou hebben. In feite is het ondenkbaar dat het Europees parlement niet het recht heeft wettelijke initiatieven te nemen.

Er zijn nog andere bedenkingen bij de Europese constructie. In de beginperiode werden er modellen uitgewerkt, waarbij de commissie als regering zou fungeren. Men wou werken met een soort van tweekamerstelsel: de ministerraad als emanatie van de landen of staten en het Europees parlement, dat op een professionele manier en volgens een federaal model is samengesteld.

Men durft dit debat niet voortzetten. De voorbije dagen was er in Lissabon een bijeenkomst van de voorzitters van de commissies voor de Buitenlandse Betrekkingen van de vijftien lidstaten. Ik heb tijdens deze bijeenkomst van meer dan een kant moeten horen dat het model van een federaal Europa volledig achterhaald is. Ik heb hierop geantwoord dat het in het kader van de praktische besluitvorming niet zinvol is hierover op dit ogenblik een ideologische discussie te voeren. Voorts heb ik erop gewezen dat ik geen enkel bezwaar zie tegen een federaal Europa omdat ik nog altijd vind dat wij moeten evolueren naar een federaal geïntegreerd Europa.

In dit verband valt het mij op dat men geen stappen durft te doen om te streven naar een verdieping van de democratie via het initiatiefrecht van het Europees parlement. Men zou over de landsgrenzen heen lijsten moeten kunnen opstellen van de politieke groepen en families. Dit is echter een ander debat.

In de discussie over de Intergouvernementele Conferentie slaagt men er niet in de eigen leemten op te vullen. Ik zal een voorbeeld aanhalen dat duidelijk illustreert dat men de logica van de constructie van de eigen markt en van het vrij verkeer van personen negeert ingevolge de weigering om bepaalde bevoegdheden aan Europa toe te kennen.

Als minister van Volksgezondheid kreeg ik ooit te maken met een bedreiging van de volksgezondheid van buiten de Europese Unie. De Belgische regering kan in een dergelijk geval volledig autonoom beslissen de havens en luchthavens

M. Louis Michel, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères. – *Le gouvernement peut se rallier à la proposition de résolution. Ainsi que je l'avais annoncé en Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, le gouvernement a actualisé, par une note approuvée ce 26 mai, sa position relative à la CIG, et ce dans la perspective du Conseil européen de Feira des 19 et 20 juin. Cette position actualisée a pleinement pris en compte notre échange de vues en Comité d'avis et je puis vous assurer qu'elle concorde largement avec l'analyse de la situation et les priorités d'action formulées par votre proposition de résolution.*

La question des réformes institutionnelles est indiscutablement liée à la question de l'élargissement, comme le souligne très justement votre proposition de résolution. Le gouvernement a toujours défendu ce principe dans ses prises de position. S'attachant à poursuivre l'approfondissement de l'Union dans le sens fédéral, comme le prévoit l'accord de gouvernement, notre pays continuera à plaider pour que la Conférence intergouvernementale réalise l'ensemble des réformes institutionnelles nécessaires dans la perspective de l'élargissement, à la fois pour en préserver l'efficacité décisionnelle et en renforcer la légitimité démocratique.

L'accord de gouvernement a retenu le principe de la « généralisation du vote à la majorité qualifiée ». Le gouvernement a toujours défendu ce principe au sein de la Conférence intergouvernementale. Ce vote doit devenir la règle et l'unanimité l'exception. Seul un nombre limité de dispositions devraient encore être adoptées à l'unanimité en raison de leur caractère constitutionnel ou quasi constitutionnel. Telle est d'ailleurs la position généralement adoptée par les autres États membres au sein de la Conférence intergouvernementale. Cela vaut pour les

te sluiten. De Europese Unie geeft zichzelf niet de bevoegdheid om het vrij verkeer van personen, dat zij constitutioneel heeft mogelijk gemaakt, in de praktijk te verzekeren. Wat baat het echter om de havens en luchthavens van ons land te sluiten wanneer personen met een besmettelijke ziekte de Europese Unie via Le Havre, Orly of Charles de Gaulle kunnen binnenkomen? Over deze zaken wordt thans niet meer gesproken. Bij een eventuele wijziging of aanpassing van verdragen moet men de gelegenheid te baat nemen om deze lacunes op te vullen.

Ik geef toe dat men op bijeenkomsten, zoals deze in Lissabon, niet vaak originele opmerkingen hoort omdat de meeste vertegenwoordigers slechts komen herkauwen wat hun regeringen reeds hebben voorgesteld. Ik was echter verrast door het emotionele debat over het gebruik van de talen in de Unie.

Ik ben het niet die om prestigeredenen wens dat elke taal wordt gebruikt. Ik heb zeer veel begrip voor de rationaliteit, zij het op het niveau van de commissie of van uitvoerende organen. Ik maak echter een essentieel onderscheid tussen het Europees Parlement, waar het gebruik van alle talen enorm veel geld kost, en andere instellingen. Dat heeft niets te maken met het prestige van een bepaalde taal, maar als we de democratie van Europa niet willen uithollen, mogen we van het Europees Parlement geen elite-clubje maken. Iedereen in Europa, waar hij ook woont en al spreekt hij alleen zijn eigen taal, moet kunnen verkozen worden in die instelling met controlebevoegdheid.

De heer Louis Michel, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken. – De regering kan instemmen met het voorstel van resolutie betreffende de Intergouvernementele Conferentie over de institutionele hervormingen in de Europese Unie, dat vandaag aan de Senaat wordt voorgelegd.

Zoals ik het op onze laatste bespreking in het Federaal Adviescomité voor de Europese aangelegenheden heb aangekondigd, heeft de regering, via een op 26 mei goedgekeurde nota, haar standpunt met betrekking tot de IGC geactualiseerd in het vooruitzicht van de Europese Raad van Feira van 19 en 20 juni. Er werd ten volle rekening gehouden met de gedachtewisseling in het Adviescomité en ik kan u verzekeren dat dit geactualiseerde standpunt grotendeels overeenstemt met de analyse van de situatie en de prioriteiten die in dit voorstel tot resolutie geformuleerd zijn.

Het vraagstuk van de institutionele hervormingen is ontegensprekelijk verbonden met de problematiek van de uitbreiding. Dit wordt in het voorstel van resolutie terecht onderstreept. De regering heeft die stelling steeds verdedigd in haar standpunten over de IGC. Ons land wil de verdieping van de Europese Unie in federale zin, zoals in het regeerakkoord bepaald wordt, voortzetten. Wij pleiten ervoor en zullen ervoor blijven pleiten dat de Intergouvernementele Conferentie de noodzakelijke institutionele hervormingen uitvoert in het perspectief van de uitbreiding, zowel om de doeltreffende besluitvorming te vrijwaren als om de democratische legitimiteit te versterken.

Ik ga nu niet dieper in op de "left-overs" van Amsterdam.

Het principe van de "veralgemening van de besluitvorming bij gekwalificeerde meerderheid" werd in het regeerakkoord opgenomen. De regering heeft dit principe in de

dispositions relatives à l'utilisation de toutes les langues des États membres comme langues officielles de l'Union et celles qui concernent le siège des institutions. Le gouvernement est partisan du passage de l'unanimité à la majorité qualifiée dans d'autres matières, comme le marché intérieur et l'Union économique et monétaire, les politiques fiscale, sociale et environnementale ou encore les dispositions liées au budget, y compris celles relatives à la politique structurelle, aux fonds et à la cohésion économique et sociale.

Les discussions au sein de la Conférence intergouvernementale sur la majorité qualifiée ont déjà permis de bien baliser les paramètres de la négociation. On peut faire preuve d'un certain optimisme. Il existe un degré d'ouverture significatif, sauf pour la fiscalité qui demeure un sujet quasi tabou.

Pour la question de la repondération, le gouvernement considère que dans la structure institutionnelle de l'Union, la source de légitimité des décisions est double: d'une part, la majorité des États et, d'autre part, la population qui constitue l'Union. La légitimité d'une décision suppose aussi que toute différenciation entre États membres soit appliquée de façon égale à toute situation semblable. C'est pourquoi le gouvernement défend un système de double majorité et préconise plus particulièrement une formule combinant la majorité qualifiée actuelle et une majorité de la population. Le gouvernement reste néanmoins disposé à examiner la double majorité telle que proposée par le parlement européen et la Commission, à savoir la majorité simple des États plus une majorité de la population.

Enfin, le gouvernement défend le principe d'un commissaire par État membre. Pour des raisons tactiques, le doute est entretenu à cet égard, notamment par les grands pays, mais chacun a aujourd'hui le sentiment que le but de la négociation est atteint: un commissaire par État membre. Dans le même temps, le gouvernement souhaite aussi garantir le rôle et l'efficacité de la Commission dans l'équilibre institutionnel et plaide pour un renforcement du rôle du président dans la Commission. Le gouvernement proposera que le traité prévoit que le président puisse demander, le cas échéant, la démission d'un commissaire et décider de la répartition des tâches au sein du collège.

Les reliquats d'Amsterdam ont une importance fondamentale en vue de l'élargissement et je pense en particulier à l'extension du processus décisionnel à la majorité qualifiée. Dès octobre dernier, le gouvernement a plaidé pour que la Conférence ne s'en tienne pas aux seuls reliquats mais que, dans la perspective des élargissements futurs, elle aille plus loin, afin de maintenir un haut niveau d'ambition dans la construction européenne et de garantir un fonctionnement efficace et démocratique de l'Union.

Dans cet esprit, nous avons d'abord mis l'accent sur la coopération renforcée. A notre initiative, et grâce à l'action de nos partenaires du Benelux, la question de l'assouplissement des conditions du recours à la coopération renforcée peut désormais être abordée au sein de la Conférence. Chacun est à présent conscient que le prochain élargissement sera une tout autre opération que les précédents. L'hétérogénéité de l'Union qui en résultera rendra plus indispensable encore un mécanisme de coopération renforcée réellement utilisable, afin que la

Intergouvernementale Conferentie steeds verdedigd. De besluitvorming bij gekwalificeerde meerderheid moet de regel worden en de unanimité een uitzondering. Enkel een beperkt aantal bepalingen zouden nog unaniem moeten worden aangenomen, omdat ze van constitutionele of quasi-constitutionele aard zijn. Dat is over het algemeen ook het standpunt dat de andere lidstaten in de Intergouvernementale Conferentie innemen. Dit geldt voor de bepalingen die het gebruik van alle talen van de lidstaten als officiële talen van de Unie betreffen en de bepalingen die verband houden met de zetel van de instellingen. De regering is voorstander van besluitvorming bij gekwalificeerde meerderheid in plaats van unanieme besluitvorming voor materies zoals de interne markt en de Economische en Monetaire Unie, het fiscaal-, sociaal- en milieubeleid en voor bepalingen die verband houden met de begroting, met inbegrip van de bepalingen inzake het structureel beleid, de fondsen en de economische en sociale samenhang.

Dankzij de besprekingen over de gekwalificeerde meerderheid in het kader van de Intergouvernementale Conferentie, zijn de parameters voor het overleg reeds vastgelegd. Er is reden voor optimisme en er bestaat een zekere openheid, behalve echter wat de fiscaliteit betreft, die een quasi taboe-onderwerp blijft.

Wat de herweging van de stemmen betreft, is de regering van mening dat in de institutionele structuur van de Europese Unie, de legitimiteit van de besluitvorming een dubbele basis heeft. Enerzijds is de legitimiteit gegrondvest op de meerderheid van de Staten, anderzijds op de bevolking waaruit de Unie is samengesteld. De legitimiteit van een beslissing veronderstelt ook dat het onderscheid tussen Staten op eenzelfde manier op elke gelijkaardige situatie wordt toegepast. Daarom verdedigen we een systeem van dubbele meerderheid en stellen we een formule voor die de huidige gekwalificeerde meerderheid combineert met een meerderheid van de bevolking. De regering is wel bereid om de dubbele meerderheid, zoals die door het Europese Parlement en de Commissie wordt voorgesteld, met name een eenvoudige meerderheid van de Staten plus een meerderheid van de bevolking, te onderzoeken.

Tenslotte staat de regering, zoals u weet, het principe van één commissaris per lidstaat voor. Om tactische redenen wordt, onder andere door de grote landen, de twijfel op dat vlak min of meer in leven gehouden, maar iedereen heeft vandaag het gevoel dat het eindpunt van de onderhandelingen bereikt is: één commissaris per lidstaat. Tegelijkertijd wil de regering ook de rol en de doeltreffende werking van de Commissie garanderen en dit in een institutioneel evenwicht. Ze pleit voor de versterking van de rol van de voorzitter in de Commissie. Aldus zal de regering voorstellen dat in het verdrag bepaald wordt dat de voorzitter, als het geval zich voordoet, het ontslag van een commissaris kan vragen en dat hij kan beslissen over de taakverdeling binnen het college.

De "left-overs" van Amsterdam zijn van fundamenteel belang met het oog op de uitbreiding en ik denk hier in het bijzonder aan de uitbreiding van de besluitvorming bij gekwalificeerde meerderheid. Sedert oktober laatstleden, heeft de regering er echter voor gepleit dat de Conferentie zich niet zou beperken tot de "left-overs", maar dat ze verder zou gaan teneinde, in het vooruitzicht van de komende uitbreidingen, een hoog

dynamique de l'intégration fédérale puisse se poursuivre de manière résolue. C'est pourquoi le Gouvernement a proposé, avec ses partenaires du Benelux, la suppression du droit de veto et le maintien du seuil minimal actuel de huit États membres pour déclencher une coopération renforcée.

Le Gouvernement poursuivra son action en ce sens, tout en soulignant le caractère inclusif de la coopération renforcée telle que nous la concevons ainsi que sa valeur comme élément d'accélération du processus d'intégration européenne. Aussi le gouvernement proposera-t-il de préciser clairement, parmi les conditions qualitatives d'une coopération renforcée envisagée, que celle-ci ne peut affecter négativement l'acquis communautaire.

L'extension de l'agenda de la CIG concerne aussi l'adaptation des institutions dans la perspective de l'élargissement.

J'ai eu l'occasion d'aborder en Comité d'avis les questions relatives au Comité économique et social, au Comité des Régions, à la Cour de Justice et à la Cour des comptes. Je n'y reviendrai donc pas aujourd'hui. Cet après-midi, je souhaite à nouveau souligner que l'équilibre entre les institutions, si essentiel pour le bon fonctionnement de l'Union, revêt un caractère plus crucial encore dans la perspective de l'élargissement. C'est pourquoi le gouvernement préconise l'extension de la co-décision à tous les domaines où la majorité qualifiée est appliquée, pour renforcer le pouvoir législatif du Parlement européen.

Le gouvernement soutient également l'inclusion dans le traité d'une disposition stipulant que tout accord-cadre, ou code de conduite, interprétant ou affectant l'équilibre inter-institutionnel doit être conclu entre les trois institutions – Parlement européen, Commission et Conseil des ministres.

Enfin, le gouvernement est prêt à examiner l'inscription dans le traité d'un mécanisme qui permettrait la dissolution du Parlement, dans le respect de l'équilibre institutionnel.

Concernant le Parlement européen, le gouvernement entend, comme les autres États membres, respecter le plafond de sept cents membres élus sur des listes nationales. Il préconise une réduction du nombre de représentants au Parlement, selon un système de réductions proportionnelles pour chaque État membre, de manière à respecter le plus fidèlement possible la distribution des sièges qui existe actuellement. S'agissant du calendrier de ces réductions, une possibilité envisagée est qu'elles soient mises en œuvre à l'occasion des négociations d'adhésion des pays candidats à l'Union européenne, comme ce fut le cas dans le passé.

niveau van de streefdoelen voor de Europese constructie te bewaren en de doeltreffende en democratische werking van de Unie te garanderen.

In die geest hebben wij, in de eerste plaats, de nadruk gelegd op de versterkte samenwerking. Op ons initiatief, en dankzij het optreden van onze Benelux-partners, is het vraagstuk van de versoepeling van de voorwaarden voor de versterkte samenwerking nu op de Conferentie bespreekbaar.

Iedereen is zich er nu van bewust dat de komende uitbreiding niets te maken zal hebben met de vorige uitbreidingen. De heterogene Unie, die eruit zal voortvloeien, zal meer dan ooit nood hebben aan een echt bruikbaar mechanisme van versterkte samenwerking, teneinde de dynamiek van de federale integratie op vastberaden wijze voort te zetten. Daarom heeft de regering, samen met haar Benelux-partners, voorgesteld het vetorecht op te heffen en de huidige minimumdrempel van 8 lidstaten om de versterkte samenwerking op gang te brengen, te behouden.

De regering zal haar actie in die zin voortzetten en de nadruk leggen op het inclusieve karakter van de versterkte samenwerking waar wij naar streven en haar waarde als instrument ter versnelling van het Europese integratieproces. We zullen dan ook voorstellen om bij de kwalitatieve voorwaarden voor de versterkte samenwerking duidelijk te stellen dat ze het gemeenschappelijk acquis niet negatief mag beïnvloeden.

Ook de aanpassing van de instellingen, in het vooruitzicht van de uitbreiding, wordt op de agenda van de IGC geplaatst.

Ik heb de problemen in verband met het Economisch en Sociaal Comité, het Comité van de regio's, het Hof van Justitie en de Rekenkamer reeds in het Adviescomité kunnen bespreken en zal er vandaag niet op terugkomen. Ik wil er vanmiddag nogmaals de nadruk op leggen dat het evenwicht tussen de instellingen, dat essentieel is voor de goede werking van de Unie, in het perspectief van de uitbreiding nog belangrijker zal worden. Daarom stelt de regering voor dat de medebeslissingsbevoegdheid wordt uitgebreid tot alle domeinen waar de gekwalificeerde meerderheid van toepassing is, teneinde de wetgevende macht van het Europees Parlement te versterken.

De regering is tevens voorstander van de opname van een bepaling in het verdrag die stelt dat elk kaderakkoord of gedragscode die het evenwicht tussen de instellingen interpreteert of wijzigt, gesloten moet worden tussen de drie instellingen, Europees Parlement, Commissie en Raad.

Tenslotte is de regering bereid om de opname in het verdrag te onderzoeken van een mechanisme dat de ontbinding van het Parlement mogelijk maakt, dit echter met handhaving van het institutionele evenwicht.

Wat het Europees Parlement betreft, wil de regering, zoals de andere lidstaten, het plafond van de 700 gekozenen op de nationale lijsten behouden. Ze stelt voor dat het aantal parlementsleden teruggebracht wordt, volgens een systeem van proportionele verminderingen voor iedere lidstaat, zodat de huidige zetelverdeling zo trouw mogelijk gerespecteerd wordt. Wat het tijdschema van de verminderingen betreft, wordt overwogen om ze uit te voeren bij de toetredingsonderhandelingen van de kandidaat-lidstaten van

Le gouvernement soutient également la proposition du Parlement européen et de la Commission de prévoir l'élection d'un certain nombre de députés européens supplémentaires – on pourrait, par exemple, fixer la proportion à 10 % – sur des listes européennes présentées dans toute l'Union à l'ensemble des électeurs européens.

Le gouvernement a également introduit, au sein de la Conférence, une proposition qui vise à compléter l'article 7 du Traité de l'Union européenne par un nouveau paragraphe visant à mettre en place un mécanisme préventif d'alerte démocratique.

Alors que le texte actuel a pour objet la violation constatée des principes fondamentaux de l'article 6, la proposition du gouvernement vise à permettre au Conseil des ministres, statuant à majorité qualifiée sur proposition d'un tiers des États membres ou de la Commission, de constater qu'une menace de violation de ces principes existe dans un État membre et à lui adresser des recommandations appropriées, accompagnées, si nécessaire, des mesures adéquates, après avoir invité le gouvernement de cet État membre à présenter ses observations.

Cette proposition s'inscrit également dans le cadre des réformes institutionnelles que rendent nécessaires l'approfondissement de l'intégration européenne et la perspective de l'élargissement. La proposition de résolution envisage en cette matière la possibilité d'aller jusqu'à l'exclusion de l'État membre qui ne respecterait pas les valeurs fondamentales européennes. Cela mérite une réflexion approfondie.

Mon sentiment a priori est que le système actuel de suspension de droits de l'État membre visé est préférable à une approche d'exclusion. En cas de suspension, l'État membre est privé de droits mais reste soumis à ses obligations, alors qu'il y échapperait dans l'hypothèse où il serait exclu ou se serait retiré. Pratiquement, les difficultés en cas d'exclusion ou de retrait seraient d'ailleurs considérables. L'Union européenne est guidée par un processus d'intégration continue, s'approfondissant constamment, de sorte que ses États membres ne sont plus, avec le temps, des entités facilement détachables. Autoriser l'exclusion ou le retrait d'un État membre exigerait la conclusion de négociations complexes de « désadhésion ». Mais plus fondamentalement dans l'esprit des pères fondateurs, l'Union européenne n'est-elle pas une communauté de destin sans retour ?

L'Union européenne n'est pas et ne peut être une « banale » organisation internationale. Y adhérer ne doit-il pas engager définitivement le nouvel État membre et ceux qui l'accueillent ?

Si une porte de sortie existait, ne risquerait-on pas d'affaiblir le sérieux, la solidité des négociations d'adhésion et des engagements souscrits ? Telles sont quelques-unes des questions qu'il faudra se poser plus avant dans la négociation.

D'autres sujets sont également susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour de la Conférence. Les priorités identifiées par votre proposition de résolution et celles du Gouvernement s'accordent parfaitement.

Ainsi, le Gouvernement plaidera pour que l'accord réalisé au Conseil européen d'Helsinki en matière de politique

de Europese Unie, zoals dat in het verleden is gebeurd.

De regering steunt tevens het voorstel van het Europees Parlement en de Europese Commissie voor de verkiezing van een bepaald aantal leden van het Europees Parlement (10 %) op Europese lijsten, die in de hele Unie aan alle Europese kiezers voorgesteld worden.

De regering heeft op de Conferentie ook een voorstel ingediend om aan artikel 7 van het Verdrag van de Europese Unie een nieuwe paragraaf 1 toe te voegen met het oog op de oprichting van een preventief democratisch alarmmechanisme.

Terwijl de huidige tekst het heeft over een vastgestelde schending van de fundamentele principes van artikel 6, zou ons voorstel de Raad van ministers, die een uitspraak doet bij gekwalificeerde meerderheid, op voorstel van één derde van de lidstaten of van de Commissie, de mogelijkheid bieden om vast te stellen dat die principes in een lidstaat geschonden dreigen te worden en om de gepaste aanbevelingen te doen die, zo nodig, ondersteund worden met gepaste maatregelen ten opzichte van de betrokken lidstaat. De regering van die lidstaat zou dan eerst uitgenodigd worden om opmerkingen te maken.

Dit voorstel past in het kader van de institutionele hervormingen die de verdieping van de Europese integratie en het perspectief van de uitbreiding nodig maken. Uw voorstel van resolutie heeft het hier ook over de mogelijkheid om een lidstaat, die de fundamentele waarden van de Europese Unie niet nakomt, uit te sluiten. Dergelijke stellingneming vereist een grondige reflectie.

A priori geef ik de voorkeur aan het huidige systeem, waarin de rechten van de betrokken lidstaat opgeschort worden, boven de uitsluiting van die Staat. Bij opschorting van de rechten, beschikt de lidstaat niet langer over rechten maar blijft hij onderworpen aan zijn verplichtingen. Als hij wordt uitgesloten of zich terugtrekt, ontsnapt hij aan die verplichtingen. Praktisch gezien zou uitsluiting of terugtrekking trouwens op aanzienlijke moeilijkheden stuiten. De Europese Unie is een continu integratieproces dat zich voortdurend verdiept, zodat de lidstaten na verloop van tijd niet langer een gemakkelijk ontbindbaar geheel vormen zijn. De uitsluiting of terugtrekking van een lidstaat toestaan zou ook betekenen dat er complexe "uittredings"-onderhandelingen zouden moeten worden gevoerd. Maar is de Europese Unie in de geest van de stichters geen gemeenschap met een gezamenlijke lotsbestemming, waaruit geen terugkeer mogelijk is ?

De Europese Unie mag geen "banale" internationale organisatie zijn. Is het niet zo dat toetreden tot de Unie een definitieve verbintenis insluit voor de nieuwe lidstaten en voor de andere die ze opvangen?

Als men zou kunnen ontsnappen, zouden wij dan niet het risico lopen de ernst en de standvastigheid van de toetredingsonderhandelingen en van de onderschreven verbintenissen af te zwakken ? Dat zijn enkele vragen die we ons vóór de onderhandelingen zullen moeten stellen.

Er kunnen nog andere onderwerpen op de agenda van de Conferentie geplaatst worden. De prioriteiten, die in uw voorstel van resolutie vastgelegd zijn, en die van de regering

européenne de sécurité et de défense soit ancré dans le traité. A cet égard, je tiens à rappeler que notre pays s'est montré tout particulièrement actif pour assurer la mise en place d'une capacité civile de prévention et de gestion des conflits. Ce point figurait d'ailleurs parmi les priorités de ma note de politique générale. Pareillement, sous la réserve du résultat final de la négociation, le Gouvernement s'est prononcé en faveur de l'intégration, dans le traité, d'une Charte des droits fondamentaux incluant la citoyenneté, les droits civils et politiques et les droits économiques et sociaux, et ayant force contraignante. Je voudrais au passage remercier l'ancien premier ministre Jean-Luc Dehaene pour sa contribution tout à fait essentielle à cette réflexion. Cette charte devra conduire à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'homme, de manière à assurer la coopération et éviter tout conflit entre la Cour de Justice des Communautés européennes et la Cour européenne des droits de l'homme.

Enfin, le Gouvernement soutient les propositions visant à la réorganisation des textes des traités afin d'opérer une distinction entre un traité de base – contenant les dispositions fondamentales – et un second texte incluant les dispositions, notamment celles relatives aux politiques.

Sur la base des conclusions du Conseil européen d'Helsinki, la Conférence intergouvernementale a débuté comme prévu en février dernier, avec pour objectif d'être conclue à la fin de cette année.

La réunion ministérielle du 13 juin prochain, outre la question de la coopération renforcée, sera centrée sur la préparation du Conseil européen de Feira qui aura lieu les 19 et 20 juin et où la présidence portugaise soumettra un rapport qui fait le point des travaux, avec l'ambition d'enregistrer déjà des résultats. Il s'agira en particulier, pour la présidence, de proposer l'inscription à l'ordre du jour d'autres points que les reliquats d'Amsterdam et en liaison avec ceux-ci, les modifications institutionnelles, dans le cadre de la mise en œuvre du traité d'Amsterdam. Le Gouvernement soutiendra sans réserve les efforts de la présidence portugaise à cet égard et y contribuera, ainsi que je viens de le rappeler, en prenant aussi pleinement en compte les propositions que nous avons développées et introduites à l'initiative et en concertation avec les Communautés et les Régions.

Je voudrais arrêter là mon intervention en soulignant encore un point qui me paraît essentiel. Lorsque à Helsinki, il y a quelque six mois, le Conseil européen a décidé de convoquer la CIG, la perspective de pouvoir y traiter de l'ensemble des sujets nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de l'Union en vue de l'élargissement, paraissait pour le moins incertaine. Le contexte semble aujourd'hui plus favorable. Je me réjouis que notre pays avec ses partenaires, surtout ceux du Bénélux, ait pu contribuer à inverser la tendance restrictive qui prévalait encore il y a peu.

Ceci concerne la coopération renforcée, mais également d'autres sujets qui nous tiennent à cœur, tels que l'adaptation des institutions et leur rééquilibrage, l'insertion à l'article 7 d'un mécanisme d'alerte démocratique, l'ancrage dans le traité de la politique européenne de sécurité et de défense, l'élaboration et l'intégration dans le traité d'une Charte des droits fondamentaux ainsi que la réorganisation des textes des traités.

stemmen volledig overeen.

Aldus zal de regering ervoor pleiten dat het op de Europese Raad van Helsinki bereikte akkoord met betrekking tot het Europees veiligheids- en defensiebeleid in het verdrag verankerd wordt. In dat opzicht wil ik eraan herinneren dat ons land zich bijzonder heeft ingezet voor de oprichting van een burgerlijke capaciteit voor conflictpreventie en -beheer. Dit punt was trouwens één van de prioriteiten van mijn algemene beleidsnota. Tegelijkertijd en onder voorbehoud van de einduitkomst van de onderhandelingen, heeft de regering zich ervoor uitgesproken om het handvest van grondrechten, waarin het burgerschap, de burgerlijke en politieke rechten en de economische en sociale rechten vervat zijn, met bindende waarde in het Verdrag op te nemen. Ik wil oud-premier Jean-Luc Dehaene trouwens bedanken voor zijn cruciale bijdrage op dit punt. Dit handvest moet leiden tot de toetreding van de Unie tot de Europese Conventie van de Mensenrechten teneinde de samenwerking te verzekeren en elk conflict tussen het Hof van Justitie van de Europese Unie en het Europees Hof voor de rechten van de mens te voorkomen.

Tenslotte steunt de regering de voorstellen die gericht zijn op een herschikking van de verdragen, teneinde een onderscheid te maken tussen een basisverdrag met fundamentele bepalingen en een secundair verdrag dat onder meer bepalingen over het beleid bevat.

De Intergouvernementele Conferentie is, zoals gepland, afgelopen februari, op basis van de conclusies van de Europese Raad van Helsinki, van start gegaan met de doelstelling om op het einde van dit jaar afgerond te zijn.

De vergadering van ministers van 13 juni eerstkomend, zal naast het vraagstuk van de versterkte samenwerking vooral de voorbereiding van de Europese Raad van Feira van 19 en 20 juni behandelen. Het Portugese voorzitterschap zal dan een verslag voorleggen dat de balans van de werkzaamheden opmaakt en dat de ambitie heeft om resultaten te bevatten. Het voorzitterschap wil in het bijzonder voorstellen om andere punten op de agenda te plaatsen dan de "left-overs" van Amsterdam en, daarmee verband houdend, de institutionele wijzigingen in het kader van de uitvoering van het Verdrag van Amsterdam. De regering zal de inspanningen van het Portugese voorzitterschap steunen en zal ertoe bijdragen, zoals ik reeds gezegd heb, ten volle rekening houdend met de voorstellen die wij, op initiatief van en in samenspraak met de gemeenschappen en gewesten, uitgewerkt en ingediend hebben.

Ik zou mijn uiteenzetting hier willen beëindigen en de nadruk leggen op een punt dat mij ook van essentieel belang lijkt. Toen de Europese Raad, zes maanden geleden, in Helsinki besloot de IGC bijeen te roepen, leek het perspectief om er alle onderwerpen te behandelen die nodig zijn voor de goede werking van de Unie met het oog op de uitbreiding, op zijn minst onzeker. Vandaag lijkt de context beter. Ik ben blij dat ons land, samen met zijn partners, vooral de Beneluxlanden, ertoe bijgedragen heeft om die restrictieve tendens, die tot voor kort de overhand had, om te gooien.

Dit geldt voor de versterkte samenwerking, maar ook voor andere onderwerpen die ons na aan het hart liggen, zoals de aanpassing van de instellingen, een nieuw evenwicht tussen

Les déclarations de mon collègue Fischer sur une Fédération européenne ont à bon escient concouru à relancer le débat européen fortement alimenté aussi ces dernières semaines par les propos de Jacques Delors, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, concernant une « avant-garde » européenne. Dans le climat européen ambiant, imprégné jusqu'ici, il faut bien le reconnaître, d'incertitude, de scepticisme, d'atonie, ces différentes interventions ont eu comme premier mérite d'obliger chacun à se poser à nouveau des questions salutaires sur l'Europe que nous voulons. Il s'agit certes de réflexions qui relèvent largement des moyen et long termes, mais qui ont déjà eu un impact sur ce qui nous occupe dans l'immédiat, à savoir la CIG, en confortant par exemple l'intérêt pour un assouplissement des conditions des coopérations renforcées. Il va de soi que celles-ci doivent être utilisées dans le sens de l'intégration et de l'achèvement de l'entité européenne et pas, bien entendu, dans le sens d'une exclusion.

Je sais que d'aucuns peuvent plaider, au niveau des coopérations renforcées, pour les deux objectifs. Il va de soi que, dans notre esprit, il s'agit bien de rendre possible, après l'élargissement, le fonctionnement de l'Union européenne et, surtout, son achèvement progressif, notamment sur le plan politique.

J'ai donc d'emblée, à la suite de cette intervention de M. Fischer, pris position en faveur de ses idées. Ma conviction est que le débat qu'elles suscitent doit nous permettre de mieux recalibrer la portée de la CIG en cours et, surtout, je l'espère, nous aider à répondre dès maintenant aux questions auxquelles nous confronte la perspective de l'élargissement.

Je voudrais encore vous signaler que je tiens à votre disposition une note que j'ai fait rédiger à ma propre intention et qui reprend l'état précis d'avancement de ces travaux sur la CIG et les positions des uns et des autres avec, pour chaque point, l'avantage que j'y vois et les inconvénients qui y sont liés. Si cette note vous intéresse, il suffit de la demander. Comme elle est assez importante, vous la recevrez sur demande.

M. le président. – Je vous remercie, M. le vice-premier ministre, pour votre proposition de nous communiquer cette note. Je la ferai distribuer aux membres de la commission des Relations extérieures et aux présidents des groupes politiques.

– **La discussion est close.**

– **Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de résolution.**

M. le président. – L'ordre du jour de la présente séance est ainsi épuisé.

Les prochaines séances auront lieu le jeudi 8 juin 2000 à 10 h 30 et à 15 h.

(La séance est levée à 16 h 05.)

Excusés

Mmes Staveaux-Van Steenberge, Kestelijn-Sierens Kaçar,

de instellingen, de opname in artikel 7 van een democratisch alarm- en verdedigingsmechanisme, de uitwerking en opname in het verdrag van een handvest van grondrechten en de herschikking van de verdragen.

De uitspraken van mijn collega Fischer over een Europese Federatie hebben ertoe bijgedragen om het Europese debat opnieuw op gang te brengen. Dit debat werd de laatste weken gevoed door uitspraken van Jacques Delors, Valéry Giscard d'Estaing en Helmut Schmidt over een Europese "avant-garde". In het Europese klimaat, dat tot nu toe overheerst werd door onzekerheid, scepticisme en onverschilligheid, hebben die uitspraken ertoe geleid dat men zich opnieuw gaat afvragen welk soort Europa wij nastreven. Het is waar dat het om reflecties op middellange en lange termijn gaat, maar die toch al gevolgen hebben op wat ons nu direct bezig houdt, met name de IGC, door bijvoorbeeld de belangstelling voor de versoepeling van de voorwaarden voor de versterkte samenwerking te vergroten. Het spreekt voor zich dat die moet worden aangewend in het vooruitzicht van een verdere integratie en voltooiing van het Europese bouwwerk en niet met het oog op uitsluiting.

Ik weet dat sommigen, wat de versterkte samenwerking betreft, voor beide doelstellingen kunnen pleiten. In onze geest gaat het er wel degelijk om de werking van de Unie, en vooral de geleidelijke voltooiing ervan, met name op politiek vlak, na de uitbreiding mogelijk te maken.

Vanaf het begin heb ik mij achter de ideeën van Joschka Fischer geschaard en ik ben ervan overtuigd dat het debat dat ze zullen teweegbrengen ons in staat zal stellen de draagwijdte van de lopende IGC beter te bepalen en vooral, naar ik hoop, ons te helpen nu al een antwoord te bieden op de vragen waarmee wij in het vooruitzicht van de uitbreiding geconfronteerd zullen worden.

Ik wijs erop dat ik voor u een nota ter beschikking houd die ik voor mijzelf heb laten opstellen over de precieze stand van zaken van de geleverde inspanningen met betrekking tot de IGC met de standpunten van alle partijen en voor elk punt de voor- en nadelen van die standpunten. Als u daar belangstelling voor heeft, kunt u ze krijgen. Daar ze vrij lijvig is, wordt ze op aanvraag ter beschikking gesteld.

De voorzitter. – Mijnheer de vice-eerste minister, ik apprecieer ten zeerste uw voorstel om die nota ter beschikking te stellen. Ik zal ze aan de leden van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en aan de fractievoorzitters laten bezorgen.

– **De bespreking is gesloten.**

– **De stemming over het voorstel van resolutie in zijn geheel heeft later plaats.**

De voorzitter. – De agenda van deze vergadering is afgewerkt.

De volgende vergaderingen vinden plaats donderdag 8 juni 2000 om 10.30 en om 15 uur.

(De vergadering wordt gesloten om 16.05 uur.)

Berichten van verhindering

Afwezig met bericht van verhindering: de dames Staveaux-

Nagy et de Bethune et M. Dedecker, en mission à l'étranger, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

– **Pris pour information.**

Van Steenberge, Kestelijn-Sierens, Kaçar, Nagy en de Bethune en de heer Dedecker, met opdracht in het buitenland.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**